



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Association of
Former UNESCO
Staff Members

Association des
anciens fonctionnaires
de l'UNESCO

Lien Link

numéro
number **131**
2018

PAULO FREIRE

**Une nouvelle DIRECTRICE
GÉNÉRALE : Audrey AZOULAY**

Eleanor ROOSEVELT

DÉJEUNER de fin d'année

**Les ORGANES DIRECTEURS
de l'UNESCO**



DOSSIER Routes de la soie et autoroutes de l'information

ASSOCIATION DES ANCIENS FONCTIONNAIRES DE L'UNESCO
ASSOCIATION OF FORMER UNESCO STAFF MEMBERS

Accueil

	De 10h30 à 12h30	De 15h à 17h
Lundi	■ Sur rendez-vous uniquement	■ Activités culturelles et loisirs : Josette Erfan
Mardi	■ Sur rendez-vous uniquement	■ Pensions et fiscalité / CAM et assurances complémentaires : Yolaine Nougulier ■ Périodique <i>Lien</i> : Monique Couratier*
Mercredi	■ Sur rendez-vous uniquement	■ Club de l'Amitié : Dina Zeidan
Jeudi	■ Activités culturelles et loisirs : Josette Erfan	■ Pensions et fiscalité / CAM et assurances complémentaires / Questions sociales et Fonds de solidarité / : Josiane Taillefer ■ Périodique <i>Lien</i> : Monique Couratier*
Vendredi	■ Permanence du Président : Georges Kutukdjian*	■ Permanence du Président : Georges Kutukdjian*
	* Il est préférable de prendre rendez-vous par téléphone au 01 45 68 46 55/53	

Reception

	From 10.30 am to 12.30 am	From 3 pm to 5 pm
Monday	■ Only on appointment	■ Cultural and Leisure Activities: Josette Erfan
Tuesday	■ Only on appointment	■ Pensions & Taxation MBF & complementary insurances: Yolaine Nougulier ■ Periodical <i>Link</i> : Monique Couratier*
Wednesday	■ Only on appointment	■ Club de l'Amitié: Dina Zeidan
Thursday	■ Cultural and Leisure Activities : Josette Erfan	■ Pensions & Taxation / MBF & complementary insurances / Social Questions and Solidarity Fund: Josiane Taillefer ■ Periodical <i>Link</i> : Monique Couratier*
Friday	■ President on duty: Georges Kutukdjian*	■ President on duty: Georges Kutukdjian*
	* It is advisable to make an appointment by calling 01 45 68 46 55/53	

LIEN/LINK

Directeur de la publication : Georges Kutukdjian, Président AAFU/AFUS

Rédactrice en chef : Monique Couratier

Secrétariat de la rédaction, mise en page : Agnès van den Herreweghe

Maquette : Ivette Fabbri

Participation à la création graphique : CLD

Comité de rédaction

Frances Albernaz, Christine Bruyère, Maha Bulos, Doudou Diène,

Josette Erfan, Neda Ferrier, Patrick Gallaud, Malcolm Hadley,

Ali Kazancigil, Elizabeth Khawajkie, Laurent Lévi-Strauss,

Jacques Richardson, Mouna Samman, Wolfgang Vollmann

Bureau 6.1.19 – UNESCO – 1 rue Miollis – 75732 Paris Cedex 15 – France

Tél : 01 45 68 46 53/55 – e-mail : afus@unesco.org – www.afus-unesco.org/

Photo de couverture : LABIED Miloud, Sans Titre, huile sur toile, 149.5 x 119 cm, 1996. Don du Maroc.

© Droits réservés © Photo: UNESC

La chronique du Président / A Word from the President

L'UNESCO hier et aujourd'hui / UNESCO Past and Present

Figures de l'UNESCO

- Paulo Freire : un éducateur militant, *Marco Antonio Rodrigues Dias* 5

Focus

- Une nouvelle Directrice générale : Audrey Azoulay 7

Décryptages

- Open Education for a Closing World, *Sir John Daniel, Ian Denison*
 & *Mathieu Nebra* 10

Dossier

- Les Routes de la soie. Des pistes caravanières aux autoroutes
 de l'information, *Doudou Diène & Ali Moussa Iye* 12

Diagonales

- Astana 2017, l'expo mal aimée, *Patrick Gallaud* 19

UNESCO Treasures

- Miloud Labied : l'art est un combat de boxe, *Maha Bulos* 20

Le Forum des membres / Members' Forum

Kaléidoscope

- Toujours au service du patrimoine culturel matériel, *Étienne Clément* 21

Parole de femmes

- Eleanor Roosevelt: When History Sides with Humanity, *Frances Albernaz* 23

Nos auteurs

- *Enseñanza superior como bien público. Perspectivas para el centenario de la Declaración de Córdoba* (par Marco Antonio Rodrigues Dias),
 Roberto Markarian 24

Santé et société

- La médecine traditionnelle chinoise, *Marietta Bantchev* 26
- Réforme de la caisse d'assurance maladie du BIT, *Yolaine Nouguier* 27

Carnet

In memoriam

- Françoise Rivière, *Audrey Azoulay, Francisco Bandarin, Georges Kutukdjian* 28
- Nicole Friderich, *Christiane Gufflet* 30
- Wolfgang Tochtemann, *Germán Solinís* 28

L'AAFU et les Associations sœurs / AFUS & Sister Associations

Ensemble

- Stand de l'AAFU 32
- Déjeuner de fin d'année 32

Club Mémoire et Avenir

- Dans les coulisses des organes directeurs de l'UNESCO, *Pío Rodríguez,*
 Stany Kol & Jacques Rao 33

Nos sorties

- Chrétiens d'Orient : 2000 ans d'histoire, *Monique Couratier & Ana Dumitrescu* 36

table of contents



La chronique du Président

The President's Column

© I.F.

Bienvenue à Madame Audrey Azoulay !

Madame Azoulay a été élue Directrice générale de l'UNESCO par la 39^e session de la Conférence générale. Elle exerce ses fonctions depuis le 13 novembre 2017. Le présent numéro de

Lien publie des extraits de son discours d'investiture qui brosse sa vision de l'Organisation et les priorités du programme qu'elle entend mener.

Âgée de 45 ans, elle représente une nouvelle classe de femmes et d'hommes politiques, ouverts sur le monde, sur le monde entier, déterminés à favoriser un dialogue entre États égaux, visant sur le potentiel considérable du numérique, sans en méconnaître les limites, attachés au multilatéralisme comme la *via recta* pour atteindre le développement et la paix, hissant l'étendard des droits humains et des libertés fondamentales pour un monde pacifié, libre et juste. Elle porte de grands espoirs pour l'avenir de l'UNESCO : des relations apaisées entre les organes directeurs et la Directrice générale, une confiance renouvelée dans les compétences du Secrétariat au service de la communauté internationale (et non groupes d'États), des prérogatives reconquises de la Directrice générale en vue d'un équilibre serein entre les pouvoirs.

« *Le vent se lève ! ... Il faut tenter de vivre !* » (Paul Valéry)

Les États-Unis d'Amérique et Israël

Depuis l'annonce du retrait des États-Unis et d'Israël, de nombreux articles de presse égrènent les raisons pour lesquelles l'UNESCO a besoin de ces États membres. Oui, c'est vrai. Notre Organisation a besoin de ces États membres-là, comme au demeurant de tous les États membres qui la constituent. Certes, à des degrés divers : il ne faut pas céder à un idéalisme béat. Les raisons sont connues (financières, politiques, intellectuelles ...) car, hélas, ce n'est pas la première fois que les États-Unis se retirent de l'UNESCO. Elles étaient vraies hier, elles le sont également aujourd'hui. Mais les circonstances ne sont pas les mêmes, car le monde n'est plus en pleine Guerre froide.

Pourquoi ne pas évoquer les raisons pour lesquelles les États-Unis ont besoin de l'UNESCO, comme l'UNESCO a besoin des États-Unis pour asseoir son universalité ? Les États-Unis ont besoin de l'UNESCO pour aider le monde à affirmer les valeurs universelles des droits humains et des libertés fondamentales, et instaurer un dialogue international dont ils pourraient se couper. Ils ont besoin de l'UNESCO pour l'extraordinaire forum de coopération internationale scientifique que représente l'Organisation, dans des domaines stratégiques comme l'océanographie, l'écologie, l'hydrologie, la géologie ... Peuvent-ils négliger la coopé-

Welcome to Mrs Audrey Azoulay

At its 39th session the UNESCO General Conference elected Audrey Azoulay to the post of Director-General of the Organization. Mrs Azoulay took office on 13 November 2017. This edition of *Link* publishes extracts of her inaugural address portraying her vision of the Organization and outlining her programme priorities.

At 45 years of age, she is representative of the new class of politicians, women and men, who are open to the world as a whole, determined to promote dialogue between States on an equal basis, using the considerable potential of digital technology, albeit taking into account its limitations; attached to multilateralism as the *via recta* to attain development and peace; raising the banner of human rights and fundamental liberties for a peaceful, free and fair world. She brings great hope for the future of UNESCO: for appeased relations between the Governing Bodies and the Director-General; for renewed confidence in the expertise of the Secretariat to serve the international community as a whole (and not groups of States); to reconquer the Director-General's prerogatives with a view to improving the balance of power on a tranquil basis.

“*Le vent se lève!... Il faut tenter de vivre!*” (Paul Valéry)

The United States and Israel

Since the withdrawal of the United States and Israel, numerous press articles describe the reasons why UNESCO has need of these Member States. Yes, this is true. Our Organization has need of these Member States, as of all the Member States which form part of UNESCO. Admittedly, at varying degrees: one must not give in to smug idealism. The reasons are well known (financial, political, intellectual...) since, unfortunately, this is not the first time that the United States has withdrawn from UNESCO. The reasons to-day remain the same as in the past. However, the circumstances are not the same, since the world is no longer in the throes of the Cold War.

Why not evoke the reasons why the United States needs UNESCO, as much as UNESCO has need of the United States in order to establish its universality? The United States has need of UNESCO in order to assist the world in affirming the universal values of human rights and fundamental liberties and to install an international dialogue from which they could be cut off. They need UNESCO for its extraordinary forum of international scientific cooperation which is represented by the Organization in the strategic fields such as oceanography, ecology, hydrology, geology... Can they ignore international cooperation in the field of

ration internationale dans le domaine de l'éducation, quand l'UNESCO forge de nouvelles approches fondées sur la qualité de l'éducation, le numérique, l'enseignement à distance, l'éducation spéciale, l'éducation à la citoyenneté mondiale ? Peuvent-ils se mettre à l'écart des avancées réalisées par l'UNESCO pour une participation des jeunes aux affaires du monde ? Peuvent-ils ne pas jouer le rôle qui leur revient dans la protection du patrimoine, alors que le Conseil de sécurité a reconnu les destructions perpétrées par les groupes terroristes comme des armes de guerre contre les populations ? Enfin, peuvent-ils prendre la responsabilité de ne pas coopérer avec l'UNESCO dans son programme de lutte contre la radicalisation, notamment à travers les réseaux sociaux ?

Nul n'échappe à ses responsabilités devant l'Histoire. Rappelons-le, les États-Unis d'Amérique et Israël ne sont pas réductibles aux décisions de leur gouvernement. Mais ces gouvernements sont comptables de leurs actes devant le peuple. Espérons que l'UNESCO pourra bientôt, à nouveau, les accueillir en son sein.

L'esclavage moderne

En 2017, des migrants, homme, femme, enfant, sont enlevés par des réseaux mafieux pour être vendus aux enchères dans de véritables marchés d'esclaves. Comment peut-on tolérer de telles pratiques qui considèrent les êtres humains comme des marchandises ? Pourquoi ne nous sommes-nous pas indignés comme l'aurait fait Stéphane Hessel ? Est-ce l'affaire des gouvernements de régler ces questions, pour autant que les intérêts supérieurs de l'État ne s'y opposent pas ? Non, c'est l'affaire de tous les citoyens et de toutes les citoyennes. Nous ne pouvons pas rester indifférents ou déléguer ces questions quand les enchères se poursuivent. Quel est le prix de la liberté d'un être humain ? Quel est le prix de la vie d'une personne ?

Oui, me direz-vous, mais cela se passe si loin de nous ! Non, ça se passe sous nos yeux partout dans le monde. Mais ces esclaves nous sont invisibles. Les Nations Unies considèrent que les victimes de l'esclavage moderne proviennent de 127 pays et sont exploités dans 137 pays. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime que la traite des êtres humains est la troisième source de revenus illicites (après la drogue et le trafic d'armes) car elle génère des profits de l'ordre de 32 milliards de dollars US par an !

Savez-vous que, dans certains pays, des jeunes femmes sont formées dans des écoles à l'esclavage domestique ? Peut-être que cette personne que vous croisez sur le marché travaille 20 heures par jour, sans répit, dort sur un matelas dans la cuisine ou à la cave ? Certaines ne sont même pas autorisées à sortir d'un appartement ou d'une maison. À la campagne, cet

education, when UNESCO is forging new methods for the quality of education, digital technology, mobile learning, special education, and education in world citizenship? Are they in a position to put aside the progress accomplished by UNESCO for the participation of youth in world affairs? Can they really not play the role which is theirs in the protection of heritage, taking into account that the Security Council has recognized that the destruction perpetrated by the terrorist groups are weapons of war against populations? Finally are they willing to take the responsibility to no longer cooperate with UNESCO in its programme against radicalization, particularly through the social networks?

No-one can avoid their responsibilities in the eyes of History. Let us not forget that the United States and Israel are not reduced to the decisions of their Governments. However, these Governments are accountable for their acts to their people. Do let us hope that UNESCO can welcome them back into the fold in the near future.

Modern Slavery

During 2017, some immigrants, men, women and children were kidnapped by mafia-type networks to be sold by auction in real slave markets. How can one tolerate such practices which consider human beings as merchandise? Why we are not as outraged as Stéphane Hessel would have been? Is it the responsibility of governments to solve these questions, provided that the best interests of the State do not oppose this? No, this is the duty of all citizens. We cannot remain indifferent or delegate this question when the slave auctions continue. What is the price for the liberty of a human being? What is the price for the life of a person?

Yes, we are told, that this is happening far away from us. No, no, this is happening under our eyes throughout the world. However, these slaves are invisible. The United Nations declare that the victims of modern slavery come from 127 countries and are exploited in 137 countries. The International Labour Organisation (ILO) estimates that the trading of human beings is the third source of illicit revenue (after drugs and arms trafficking) since it generates profit in the region of 32 billion US dollars per year.

Are you aware that in certain countries, young women are trained in schools for domestic slavery? Perhaps the person you come across in the market, works 20 hours a day, without respite, sleeps on a mattress on the kitchen floor or in the cellar. Some of them do not even have the right to go outside the apartment or house where they are. In the country, a gaunt man, also works some 20 hours a day, as a prisoner, in an agricultural holding, sleeps in a cabin with five of his companions and only eats a bowl of rice per day.

homme décharné, travaille lui aussi 20 heures par jour, tel un forçat, sur une exploitation agricole, dort dans une cabane avec cinq de ses compagnons et ne mange qu'un bol de riz par jour. Ce jeune qui mendie au coin de la rue est très probablement la victime d'une organisation criminelle à laquelle il reverse ses gains. Sans parler de ces mineurs qui commettent des délits car ils sont sous la coupe de réseaux ou, hélas, de leur famille.

De jeunes femmes, et de moins jeunes, de jeunes gens qui font l'objet d'exploitation sexuelle sont fréquemment sous l'emprise de mafias qui exercent des moyens de pression imparables (menaces de toutes sortes, sur eux-mêmes, sur leurs enfants en nourrice ou sur des membres de la famille restés au pays ...). Savez-vous que des organisations criminelles sont impliquées dans le trafic d'organes ?

Certes, les Nations Unies et la Communauté européenne ont adopté des conventions internationales interdisant et préconisant des sanctions sévères pour combattre la traite des êtres humains. Hélas, peu d'États ont créé des structures chargées de la mise en place et de l'application de mesures de prévention, de protection des victimes (bien souvent accusées d'enfreindre la loi) et de répression de ceux qui organisent la traite. Comment accepter que la lutte contre la traite des êtres humains ne soit pas une priorité absolue de tous les États et de tout un chacun ?

Résolutions de la Conférence générale

Deux résolutions adoptées par la Conférence générale dans le cadre de la gestion des ressources humaines et l'administration de la Caisse d'assurance maladie (CAM) méritent une attention particulière.

En premier lieu, la Conférence générale a porté à 65 ans l'âge statutaire de départ à la retraite à partir du 1^{er} janvier 2018. Une Circulaire administrative exposera les conditions d'application de cette décision. Chaque fonctionnaire aura la possibilité de faire valoir ses droits à la retraite à 60, 62 ou 65 ans. Le Bureau de la gestion des ressources humaines (HRM) contactera individuellement les personnes concernées par ces mesures pour recueillir leurs intentions.

En second lieu, la Conférence générale s'est prononcée sur la gouvernance de la CAM. Le Tribunal administratif de l'OIT, dont dépend l'UNESCO, a cassé, début 2017, la décision de l'Organisation de modifier la gouvernance de la CAM sans une approbation par l'Assemblée des participants, prévue par les Statuts (voir la chronique du Président dans *Lien* n° 129). Le Conseil de gestion de la CAM sera rétabli avec son mandat statutaire, et, en temps utile, l'Assemblée des participants sera convoquée comme un organe délibérant et non une instance d'information.

The young man who is begging on the corner of the street is very probably the victim of a criminal organization to whom he gives his earnings. This is without mentioning minors who commit offences since they are victims of networks, or even worse, of their families.

Young women and the less young, young men who are victims of sexual exploitation are frequently under the influence of mafia-type organizations who exercise unstoppable means of pressure, threats of all kinds on them, on their children, on their foster children or on members of their family in their country of origin.... Do you know that criminal organizations are implicated in the traffic of organs?

Admittedly, the United Nations and the European Commission have adopted international conventions forbidding such practices and recommending severe sanctions in order to combat the trading of human beings. Unfortunately, very few States have created structures to implement prevention measures, as well as protection of the victims (who are often accused of breaking the law) and the punishment of those who organize the slave trade. How can we accept that the trading of human beings is not an absolute priority for all States and for each and every one of us?

General Conference Resolutions

Two Resolutions, adopted by the General Conference within the framework of Human Resources management and administration of the Medical Benefits Fund merit a special mention.

In the first instance, the General Conference has raised the statutory retirement age to 65 year, as from 1 January 2018. An Administrative Circular will indicate the conditions for application of this decision. Each staff member will have the possibility to retire at the age of 60, 62 or 65. The Bureau of Human Resources (HRM) will contact those concerned individually in order to receive their intentions.

In the second instance, the General Conference has pronounced on the governance of the Medical Benefits Fund. The ILO Administrative Tribunal on which UNESCO is contingent, revoked in 2017 the Organization's decision to modify the governance of the Fund, without the approval of the Assembly of its participants, which is foreseen in the statutes (cf. A Word from the President in *Link* No. 129). The Management Council of the MBF will be re-established with its statutory mandate, and the Assembly of participants will be convoked in due time as the deliberating body and not just as an information authority.

(Translated from French to English by Margo Triouleyre)

Georges Kutukdjian

L'UNESCO hier et aujourd'hui UNESCO Past and Present

Figures de l'UNESCO

Paulo Freire : un éducateur militant

« Seule l'éducation peut donner à chacun la maîtrise de son destin »



Titulaire d'une trentaine de titres de docteur *Honoris Causa*, Paulo Freire (1921-1997) est « l'éducateur le plus renommé de notre temps »¹. Son livre phare *Pédagogie des opprimés*² se situe parmi les 100 livres les plus consultés dans les universités de langue anglaise. Jusqu'à aujourd'hui, il continue d'inspirer les éducateurs du monde entier.

Lors de sa 151^e session (1997), le Conseil exécutif de l'UNESCO rendra un hommage chaleureux à celui auquel l'Organisation avait souvent fait appel, pour des réunions d'experts notamment. Récipiendaire en 1986 du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix³, il sera, de 1987 à 1995, membre du jury des Prix internationaux d'alphabétisation de l'UNESCO. « Pionnier de la lutte contre l'analphabétisme, Paulo Freire a su, mieux que quiconque, montrer que c'est sur l'éducation que se fonde toute liberté ; qu'elle seule peut donner à chacun la maîtrise de son destin. Sa vie, qui ne lui épargna ni la prison, ni l'exil, fut à l'image de sa doctrine : une pratique de la liberté. »⁴

Paulo Freire est l'auteur de dizaines de travaux, livres, articles, documents, conférences. *Conscientização e alfabetização. Uma visão do processo* (1963) est son ouvrage le plus important. Il y conceptualise, pour la première fois, sa méthode d'alphabétisation des adultes. Au début des années 1960, le Brésil comptait 40 millions d'analphabètes, et 15,5 millions d'électeurs sur 34,5 millions d'adultes de plus de 18 ans. Les analphabètes ne votaient donc pas.

« Personne n'éduque personne. Les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde. » Paulo Freire

1. Heinz-Peter Gerhardt, « Paulo Freire », in *Perspectives*, Paris/Genève, UNESCO/Bureau international de l'éducation, n° 3-4, 1993, p. 445-463. Voir aussi Helène Barros, « Paulo Freire. Fundamentos e perspectivas de sua concepção educacional », et Venício Arthur de Lima, « Paulo Freire e as teorias da comunicação », in *Paulo Freire e a educação brasileira*, Brasília, Frente cultural de Brasília, 1982.
2. Paulo Freire, *Pédagogie des opprimés*, Paris, Maspéro, 1974.
3. Paulo Freire reçut également le Prix André Bello de l'Organisation des États américains (1992), le Prix Roi-Baudouin (1981).
4. Federico Mayor, Directeur général de l'UNESCO de 1987 à 1999.



Photo 1, de g. à d. : Elise Ottesen-Jensen, Paulo Freire, Sara Lidman, Mao Zedong, Angela Davis, Georg Borgström et Pablo Neruda. (Après le bain, sculpture en calcaire de Pye Engström).

Quand on apprend que dans une ville du Nordeste 300 ouvriers avaient été alphabétisés en 45 jours, les politiques d'alors comprirent le danger que représentait l'éducateur Freire...

J'ai rencontré Paulo Freire en 1961. Il avait 40 ans et dirigeait le Mouvement de culture populaire de Pernambuco et le Service d'extension culturelle de l'Université de Recife. Il aimait encourager les étudiants à débattre des problèmes sociaux les plus pressants et à proposer des solutions. Pour lui, la « culture » n'était pas synonyme d'accumulation de connaissances, mais un élément de transformation de l'univers par l'être humain.

En 1963, je l'ai retrouvé à Brasília alors qu'il était en charge d'un plan national d'alphabétisation et moi un jeune conseiller du Ministre de l'éducation. Ce n'est que bien plus tard que je compris toutes les valeurs que Paulo Freire nous avait transmises, comme l'importance d'accepter l'Autre avec ses différences, en un mot, le vivre ensemble, l'un des principes fondamentaux de l'UNESCO.

L'alphabétisation doit prendre en compte l'univers linguistique des apprenants. « Le système d'alphabétisation de Freire repose sur l'idée que le processus éducatif doit se concentrer sur le milieu de l'élève. L'apprenant

Comment alphabétiser les adultes, par Paulo Freire

1. Observation des participants par les éducateurs, qui s'emploient à entrer dans l'univers de leur vocabulaire.
 2. Recherche approfondie de mots et de thèmes générateurs à deux niveaux : richesse syllabique, forte liaison avec le vécu.
 3. Première codification de ces mots en images visuelles, ce qui encourage les gens « submergés » dans la culture du silence à « émerger » comme créateurs conscients de leur propre culture.
 4. Introduction de la « conception anthropologique de la culture » avec sa distinction entre l'homme et l'animal.
 5. Décodage des mots et des thèmes générateurs par un « cercle culturel » sous l'animation discrète d'un coordonnateur qui n'est pas un enseignant au sens habituel du terme, mais un enseignant-enseigné en dialogue avec des enseignants-enseignants.
 6. Recodage créateur, cette fois explicitement critique et conçu en vue de l'action, au cours duquel les anciens analphabètes commencent à rejeter leur rôle de simples « objets » de la nature et de l'histoire sociale pour entreprendre de devenir les « sujets » de leur propre destinée.
- (source : Heinz-Peter Gerhardt, *Ibidem*)

doit comprendre sa propre réalité dans le cadre de l'activité d'apprentissage. Il ne suffit pas qu'un élève parvienne à lire la phrase : " Ève a vu du raisin". Il doit aussi apprendre à situer Ève dans son contexte social, chercher à savoir qui a travaillé pour produire le raisin dont il est question et à qui ce travail a profité »⁵. Ainsi, dans les villes satellites de Brasilia, en ce début des années 1960, le mot-clé de référence le plus utilisé était « tijolo » (brique) car ce mot parlait aux apprenants adultes, dont la plupart participaient à la construction de la ville nouvelle.

L'efficacité de son système d'alphabétisation contraint Paulo Freire à s'exiler en 1964, après avoir passé soixante-

quinze jours en prison, sous l'accusation d'avoir voulu créer une république populaire au Brésil. Il ne revint au Brésil qu'en 1980 « pour réapprendre à connaître son pays ».

Catholique fervent, Paulo Freire puise son inspiration dans la pensée humaniste de l'un des pères fondateurs de l'UNESCO, Jacques Maritain, mais aussi de l'écrivain Georges Bernanos, du père dominicain Jean de Cardonnel, des philosophes Gabriel Marcel et Emmanuel Mounier. Proche des catholiques militant dans les mouvements sociaux et persécutés par la dictature militaire en 1964, il se liera aux penseurs progressistes de l'Institut supérieur d'études brésiliennes, au recteur Costa Lima de l'Université de Recife et au politicien Miguel Arraes, l'une des icônes de la Gauche brésilienne. Il sera, en outre, l'ami de l'évêque brésilien Dom Helder Câmara et de Whitaker Ferreira, l'un des créateurs du Forum social mondial ⁶.

Début 1984, je rencontre à nouveau Paulo Freire à Paris, au Siège de l'UNESCO. En marge de notre longue et passionnante conversation, à propos d'une candidate à l'un des postes à pourvoir dans ma Division, la Division des études supérieures, il me dit : « *Engagez cette candidate. C'est la meilleure personne qui a travaillé avec moi en Afrique* ». Quelle grandeur d'âme que celui qui, malgré une renommée internationale, se souvient qu'il n'a rien construit tout seul !

Avec le retour en force de politiques menant à l'exclusion, certains essayent de déconstruire le travail de Freire, prônant la culture du silence et la soumission. En défendant le caractère public de l'enseignement – « l'éducation pour tous » – la pensée vivante « *del patrono* » de l'éducation fait toujours mal à l'ignorance et à l'oppression. Plus que jamais, les travaux de Paulo Freire peuvent aider le peuple opprimé à se libérer.

Marco Antonio Rodrigues Dias

5. Heinz-Peter Gerhardt, *Ibidem*.
6. Le Forum social mondial réunit les organisations citoyennes du monde sensibles à la cause altermondialiste (« Un autre monde est possible »). Il se présente comme une alternative au Forum économique mondial de Davos..

Photos 1, 2, 3 : © Wikimedia Commons



Luiz Carlos Cappellano, *Painel Paulo Freire*.

Focus

Une nouvelle Directrice générale

« Jamais l'UNESCO n'a été aussi nécessaire »

*La 39^e session de la Conférence générale a élu en novembre 2017, pour un mandat de 4 ans, **Audrey Azoulay (France)**, onzième Directeur général de l'UNESCO. Elle est la deuxième femme à exercer cette fonction depuis la création de l'Organisation en 1945.*



© Unesco/C.Alix

Discours d'investiture

Nous reproduisons ci-après des extraits de l'allocution prononcée par Madame Azoulay lors de son investiture en tant que Directrice générale.

[...] Je veux vous remercier d'avoir exprimé votre confiance, vos espoirs, vos interrogations parfois, au terme de ce processus d'élection. Il me revient d'être, pendant les quatre années à venir, à la hauteur de cette confiance.

Je veux d'abord saluer Irina Bokova qui a été pionnière en étant la première femme à occuper ce poste et a ainsi ouvert la voie. Vous avez conduit l'Organisation avec détermination en temps de crise.

Je veux retenir comme passage de témoin le travail que nous avons un temps partagé sur la protection du patrimoine dans les zones de conflit, jusqu'à être toutes deux devant le Conseil de sécurité de l'ONU pour la résolution historique adoptée en avril dernier. Lors de la destruction des mausolées de Tombouctou et des menaces contre ses manuscrits, lors des attaques contre les sites antiques de Palmyre ou de Nimrod, vous avez su agir et appeler la communauté internationale à prendre ses responsabilités.

[...] **Mon pays, la France, se donne l'universel comme idéal et défend inlassablement une vision humaniste du monde.** La France qui a voulu, avec les mots de Léon Blum, accueillir l'UNESCO dans la ville des Lumières, des cinémas, du jazz et des cafés. Un pays qui a été meurtri, comme tant d'autres, dans sa chair, dans un lieu de concert, il y a deux ans exactement le 13 novembre 2015, au Bataclan. Ce n'est pas un hasard que cet attentat se soit déroulé dans un lieu de culture, un lieu qui rassemble la jeunesse, un lieu de liberté, un lieu de joie à travers la musique.

J'ai grandi en France avec la chance de venir d'ailleurs, comme des millions de Français. La France et le Maroc, l'Europe et l'Afrique, le Nord et le Sud. Le Maroc a cet atout exceptionnel dans le monde d'aujourd'hui – un atout qui est revendiqué jusqu'à son texte le plus important, son texte constitutionnel –, d'être fondé sur des racines multiples. Le préambule de sa Constitution affirme avec clarté l'attachement à la civilisation berbère, juive, arabo-musulmane, andalouse et africaine.

Ce n'est donc pas un hasard que mes engagements professionnels soient tous marqués par le goût de la diversité culturelle, cette « féconde diversité des cultures » qui occupe une place de choix dans le Préambule de l'Acte constitutif de l'UNESCO. [...]

La période que nous vivons connaît des défis multiples et globaux qui ne sont pas ceux de 1945 : dégradation massive de l'environnement, obscurantisme, terrorisme, remise en cause de l'apport des sciences, attaques délibérées contre la diversité culturelle, oppression des femmes, déplacements massifs de populations. Notre incapacité à prévenir ces drames s'explique par un aveuglement commun : le manque de savoir, le déni des valeurs universelles, et l'absence d'une réponse globale et humaniste.

Face à ces défis, un monde sans intelligence collective serait impuissant.

Sans unité de diagnostic, nous peinerions à reconnaître l'imbrication des mécanismes à l'œuvre prisonniers de schémas d'analyse anciens.

Sans unité dans l'action, nous serions limités à prendre des initiatives isolées, dans une gouvernance parcellisée.

Sans unité de nos pays, nous nous égarerions dans des attitudes égoïstes, en oubliant nos devoirs essentiels.

Face à ces défis d'aujourd'hui et de demain, je suis convaincue de la nécessité de stratégies concertées dans le cadre du multilatéralisme – c'est ce que nous avons collectivement réussi avec l'Agenda 2030 pour le développement durable et avec l'Accord de Paris sur le climat.

[...] Par ses missions, par ses programmes, l'UNESCO est en prise directe avec le devenir de l'humanité. L'éducation dès lors qu'elle est de qualité et assurée à tous, filles et garçons, et tout au long de la vie, est un puissant facteur d'émancipation individuelle et de développement collectif. Nous savons à quel point l'urgence éducative est le défi de notre siècle et comme

nous sommes loin encore de l'objectif fixé par l'Agenda 2030. Les sciences, appuyées sur de solides principes éthiques, constituent le socle sur lequel assurer le bien-être durable des populations, piloter les transformations sociales et gérer durablement notre impact sur l'environnement. La liberté d'expression et de communication renforcée par la protection des journalistes, est un fondement de l'accès de tous à la vérité. Quant à la culture, elle représente le meilleur antidote contre les idéologies mortifères et un puissant pilier de développement. Elle permet à chacun d'entre nous de s'ouvrir aux autres dans leur diversité sans rien renier, bien au contraire, de sa propre identité. La liberté de création est aussi un enjeu fondamental à notre époque du combat pour les libertés. Sans création, il n'y a pas de patrimoine vivant. C'est pour cela que nous devons renouer un lien organique avec les créateurs, en particulier les jeunes générations.

Ce mandat s'exerce en donnant une priorité essentielle à l'Afrique et aux femmes.

À l'Afrique, dans la conviction que c'est le continent qui cristallise les défis et les solutions de notre avenir commun. Il faudra constamment veiller à la traduction opérationnelle de cette priorité.

Aux femmes et aux jeunes filles pour restituer la place qui leur revient comme actrices de leur propre destinée. Partout les voix des femmes se font entendre, de plus en plus fort, et nous disent le chemin qui reste à parcourir pour cette égalité réelle. Ce sont elles qui portent la transformation du monde et que nous devons soutenir dans chacune de nos actions.

Face aux défis du monde d'aujourd'hui, contre l'obscurantisme, les simplifications meurtrières, nous détenons la seule réponse durable et crédible.

Telles sont les ambitions que nous devons porter. Avec détermination mais avec lucidité aussi.

Car la mise en œuvre du mandat de l'UNESCO est remise en cause par les difficultés auxquelles nous sommes collectivement confrontés ; à la fois financières et politiques.

Difficultés financières, car les ressources manquent, des contributions font défaut. Certains se mettent en retrait de la communauté des Nations alors même que nos enjeux sont communs. C'est alors l'universalité de notre action qui y perd. C'est aussi leur capacité à participer au bien commun qui s'en trouve réduite. Nous devons absolument maintenir le dialogue avec les États concernés mais aussi avec les sociétés civiles qui veulent maintenir ce travail commun.

Quand les arriérés s'accumulent, quand les contributions obligatoires sont prises en otages, certains programmes sont menacés et une partie de notre action paralysée.

J'en appelle à la responsabilité des États membres qui ne peuvent pas être des partenaires à géométrie variable et qui doivent affirmer par leur contribution un engagement sans équivoque au bien commun. Dans ce moment de crise, je suis convaincue qu'il faut plus que jamais s'impliquer dans l'UNESCO, la soutenir, chercher à la renforcer et à la réformer et non pas la fragiliser.

Difficultés politiques aussi, quand certains de nos membres se déchirent, en amenant à la table de l'UNESCO des divisions qui ne peuvent pas être résolues en cette enceinte. Je n'ignore pas que le monde souffre de visions concurrentes et parfois violemment opposées. [...] Notre rôle est de rechercher à créer des espaces de dialogue voire de convergence dans nos domaines de compétence.

Je m'efforcerai toujours de fédérer le maximum d'énergies sur cet objectif et d'être disponible pour de bons offices aux côtés des États membres, afin de protéger l'intérêt général de l'Organisation.

Nous voilà donc à un moment de vérité vis-à-vis de cette situation politique et financière. Car l'essentiel, la vocation de l'UNESCO et la pertinence de son mandat ne sont absolument pas aujourd'hui remises en cause, bien au contraire. Le mandat de l'UNESCO est au contraire plus central que jamais dans notre siècle. Et c'est cette pertinence stratégique qui est l'essentiel. [...]

C'est pourquoi mon premier objectif sera de recréer et de consolider une indispensable unité au sein même de notre institution.

Cela passe par un dialogue renouvelé avec les États membres et entre les organes de gouvernance. Croyez que je serai particulièrement attentive à ce dialogue et à cette écoute puisque c'est bien au service des États membres que s'inscrit mon propre mandat.

[...] We must also be able to keep improving our organization and operations.

A wide array of programs can be seen as a sign of vitality, but also as a problem with setting and ranking priorities. Choosing priorities means being able to take action on the key issues which determine how the world develops, focusing one's efforts on the areas offering the greatest chance of achieving tangible results, i.e. results which are measurable, sustainable and clearly visible. [...]

We also need to build consensus around decentralization and flexibility, to focus more on delivery on the field. Our action must be adapted to each country, especially taking into account the extreme vulnerability of some of our member States. [...]

Nous devons enfin nous emparer d'un enjeu fondamental qui traverse chacun des piliers de notre mandat.

Celui de la **réconciliation entre la révolution numérique et scientifique que nous vivons et les valeurs humanistes que nous portons**. Aucune institution n'est mieux placée pour cela que l'UNESCO.

En dépit des limites et contraintes de toute nature qu'elle a subies, l'UNESCO a démontré, au fil de son histoire, une réelle capacité à apporter des réponses créatives aux défis de son temps. On en trouve une multitude d'exemples dans les domaines du patrimoine culturel, de la protection de la nature, de la bioéthique, de l'égalité hommes-femmes, de la qualité de l'éducation, de la protection de la nature, de la connaissance des océans et des risques hydriques. Dans chacun de ces domaines, pour ne citer qu'eux, les normes et pratiques mises en place par l'UNESCO constituent désormais des références incontournables.

Mon objectif est que nous parvenions tous ensemble à dessiner le visage de l'UNESCO à l'horizon 2030, une UNESCO moderne, afin que notre organisation participe pleinement à la redéfinition des paramètres qui façonneront le monde de demain. Qu'elle pèse pour dessiner un visage humain à la mondialisation.

Nous sommes à un moment de vérité dans lequel notre responsabilité collective est engagée et alors que jamais l'UNESCO n'a été aussi nécessaire. Il nous

revient de prendre collectivement les bonnes décisions pour la porter dans le 21^e siècle. D'agir, pour chacun de nous à notre endroit, de façon responsable.

Le rêve des pères fondateurs de l'UNESCO n'est pas accompli et nous devons à la jeunesse de poursuivre cette ambition avec elle et pour elle.

Audrey Azoulay est une haut-fonctionnaire française, femme politique et ancienne Ministre de la culture et de la communication. Ancienne élève de l'École nationale d'administration (ENA), elle est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'un Diploma of Business Administration de l'Université de Lancaster (Royaume-Uni). Dans le domaine de la culture et de la communication, elle a, entre autres, travaillé au financement du Secteur audiovisuel public français, à la modernisation des systèmes français d'aide au cinéma, initié un plan pour la protection du patrimoine en danger, lancé un programme d'éducation artistique et culturelle auprès des enfants, créé des infrastructures culturelles innovantes. Elle compte, par ailleurs, poursuivre son engagement en faveur du dialogue interculturel et intergénérationnel afin de faire progresser l'éducation pour tous et la diffusion des savoirs scientifiques et culturels.

Lettre de remerciements adressée à Georges Kutukdjian, Président de l'AAFU

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous exprimer mes sincères remerciements pour vos félicitations à mon endroit, à l'heure où j'assume mes hautes fonctions de Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Je vous sais infiniment gré de la confiance placée en moi.

Soyez assuré que je ne ménagerai pas mes efforts pour servir le mandat de l'UNESCO, qui s'avère plus pertinent que jamais face aux grands défis de notre temps.

Cette ambition pour l'UNESCO suppose de travailler à lui donner un rôle central dans la gouvernance internationale et de poursuivre sa modernisation. Rien ne sera possible sans le maintien et le renforcement d'un dialogue approfondi. Je sais pouvoir compter sur votre engagement à cet égard et vous remercie de votre appui constant.

En vous renouvelant ma vive gratitude, je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

*Merci de vos encouragements, qui me touchent venant d'anciens de la Maison qui lui sont si attachés -
Bonne nuit à vous,*

AA
Audrey Azoulay

Open Education For a Closing World

"Open to people, open to places, open to methods, open to ideas"

The Post-World War II consensus that inspired the creation of UNESCO is breaking down. Countries are rising new barriers; multilateral institutions are struggling and this has been called the "post-truth" era. Making education more open is a powerful

antidote to these trends. Let Sir John Daniel, Former Assistant Director-General for Education, Ian Denison, Chief of Publishing and Branding Section, and Mathieu Nebra, co-founder of Open Classrooms, discuss three facets of open education.

Open Educational Resources

Throughout History, universities, in particular, have been rather closed places, but some opened up in radical ways in the late 20th century. The United Kingdom created The Open University, which abolished academic prerequisites for entry and teaches at a distance on a large scale. Its slogan is: *"Open to people, open to places, open to methods, open to ideas."*

In the United States, the Massachusetts Institute of Technology (MIT) put its lecturers' teaching notes on the web for all to see. UNESCO saw this initiative as an opportunity to facilitate Higher Education in the developing world and convened a Forum in 2002 to take the idea forward. That meeting coined the term "Open Educational Resources" (OER) to describe educational materials that can be freely shared, copied, mixed and modified by anyone.

Meanwhile others had been working to put a solid legal framework around these freedoms: the **Creative Commons licences**. These are not a substitute for copyright, but they mean that the author has agreed to make the document freely available for anyone to use under certain conditions. The Creative Commons logo CC-BY-SA says that the only two conditions set by this author are: first, if you copy, distribute or modify the work you should acknowledge where it came from (that's BY); second, you should share your new version equally freely (that's SA: Share Alike).

With this impetus from MIT, UNESCO and Creative Commons, the production and use of OER grew steadily over the next decade. In 2012, UNESCO held a World Congress on OER to assess progress and to bring this important development to urge governments to take advantage of OER in advancing their educational agendas (*"Governments can create substantial benefits for their citizens by ensuring that educational materials developed with public funds be made available under open licences in order to maximize the impact of the investment"*, Declaration of Paris).

The production and use of OER is expanding steadily. In September 2017, UNESCO and Slovenia held a second World Congress on Open Educational Resources in Ljubljana in order to enable us to take stock of progress in a more systematic way. OER are mentioned in the Incheon Declaration which sets the targets for Sustainable Development Goal 4 on Education, as an important tool for advancing tertiary education. The Massive Open Online Courses (MOOCs) began in 2012 when a few universities took advantage of the Internet to offer simple courses to people all over the world at no cost. Today there are thousands of MOOCs available on all conceivable subjects and in many languages.

Sir John Daniel

Open Access to Publication

As a producer of research and knowledge, UNESCO rolled out for itself an Open Access (OA) policy that it had been promoting as a principle since 2002. This has allowed the Organization to be more visible and present both on the web and social media well beyond its own publications. Open Access can create open knowledge to be reused by everybody, because knowledge is free and should be shared with all (especially those who have disabilities and reading problems)... Access to past knowledge is essential to create new knowledge. OA is not contrary to copyright: it is an extension of copyright. Open Access is about fostering a knowledge society.

Open Access is central to UNESCO's mandate which is to maintain, increase and diffuse knowledge (examples of projects related to UNESCO's Open Access: the Global Open Access Portal; the OER Declaration; Guidelines on OER in Higher Education; the development of e-learning tools for Open Access).

Why did it take so long for UNESCO and other IGOs to implement an Open Access Policy? Even before a formal policy on Open Access was adopted by UNESCO in 2013, UNESCO and other interna-

tional organizations (e.g. CERN, the World Bank, the Asian Development Bank) had online publications and repositories of downloadable content. After 3 years' discussion within the Executive Board and the General Conference, UNESCO moved away from "all rights reserved" to "some rights reserved". The major change was that interested parties no longer had to ask UNESCO for permission to use its publications. To get to this outcome, UNESCO had to overcome certain obstacles. The Creative Commons (CC) licences were not applicable to IGOs because they had to be arbitrated under national jurisdiction. UNESCO created a working group with OECD and WIPO to help create a CC IGO licence. There are other systems as well, but Creative Commons is the most collaborative and all IGOs can use it. Today there are 1,200 UNESCO publications available in this repository for downloading, use and reuse through UNESDOC.

UNESCO's objective now is to move from Open Access to Better Access. Through a partnership with Wikimedia, web pages with UNESCO content became accessible to new audiences, including for those with disabilities, as well as stimulating the creation of new content. Through this partnership with Wikipedia for sharing content, millions will find out what UNESCO is doing through its publications. UNESCO is piloting quite a few projects using two techniques: putting UNESCO publications on a new Wikipedia page or embedding UNESCO texts into existing articles. Over 18 months, the **visibility of UNESCO** has becoming far greater than on the UNESCO website alone. A telling example is that in 2015 articles and chapters from the *UNESCO Science Report* on Wikipedia were accessed 800,000 times per month.

This is complemented by using UNESCO's photo-bank to enrich UNESCO content in three projects so far: World Heritage, Man and the Biosphere, and Intangible Heritage. New content has been created for Wikipedia with 400,000 open images to enrich websites. In addition, UNESCO's Institute of Statistics data are used to enrich Wikidata. This is another way of sharing knowledge that UNESCO is creating.

Through another pilot, titled "UNESCO Challenge", UNESCO is engaging with Wikipedia editors, of whom there are hundreds, to write articles about the World Heritage, Man and the Biosphere, and the Global Open Access Portal. As a result, 90 editors have created 100 new articles in 15 languages.

The flagship journal, *The UNESCO Courier*, which had not been published for 5 years, is on line and printed again since April 2017 in English, French, Spanish, Russian, Chinese and Portuguese.

Ian Denison

Open Courses

All started in 1999, when I wished (I was 13) to learn how to develop a website. All the books on informatics being "for professionals", I re-wrote one of them to make it more accessible for beginners and I created my own website. After my engineering degree, I co-founded (in 2007) a start-up in Paris, "Open Classrooms", with my friend, Pierre Dubuc.

After eighteen years of hard work, Open Classrooms has a clear vision and mission – making education accessible to all –, and helping people to get a job or upgrade their skills. The primary focus is on vocational training, which was a deliberate choice. Courses in Higher Education were postponed in order to conserve limited resources in the early days. **The focus is on employability, especially the jobs of the future.** Open Classrooms offers a money-back guarantee if students have not secured employment within six months of completing the course.

Today, Open Classrooms reaches 2 million distance learners per month and offers courses in 120 countries. The quality of the courses, mainly in informatics, entirely created and written by the Open Classrooms team, appealed to learners in French speaking countries, gaining in popularity, purely by word of mouth, without any expenditure on publicity.

In addition to informatics, Open Classrooms offers management, marketing, design, human resources in French, English and Spanish. An existing community of members created the courses, supported by experts in pedagogy. The greatest breakthrough for Open Classrooms was to start offering diplomas recognised by the French State.

Open Classrooms became one of the first organizations to offer fully online MOOC-style courses with recognised diplomas at Bachelors' and Masters' level. These are accepted within the Bologna Process, thus allowing for recognition at European level. We charge from 20 to 400 Euros per month and have 50,000 learners enrolled for a diploma course that extends to Morocco, Tunisia, Togo and Belgium. Twelve diplomas are offered so far and another 50 will be delivered next year. The learners are supported by mentors, the courses are open and free. Commercial use of them is prohibited. Open Classrooms is financed by those who study for a diploma, to pay for the mentoring. Investors are from the public sector.

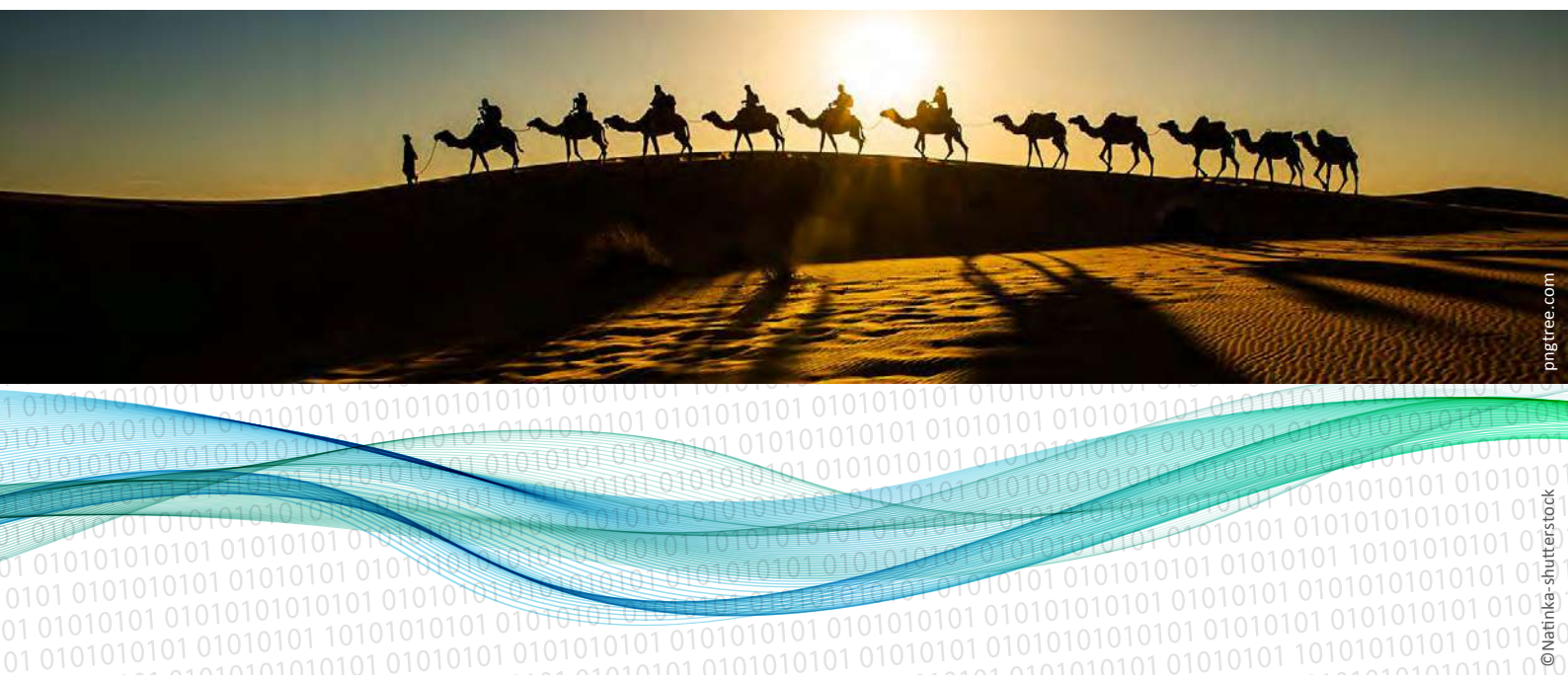
Mathieu Nebra

(for more information: <https://openclassrooms.com>)

See *Verbatim* of this conference, organized by the AFUS Memory and Future Club in June 2017, on the AFUS website.

DOSSIER : Les Routes de la soie. Des pistes caravanières aux autoroutes de l'information

par Doudou Diène, Ali Moussa Iye et Merhdad Shabahang



Les anciennes voies commerciales qui reliaient la Chine à l'Occident depuis l'Empire romain reviennent sur le devant de l'actualité. La nouvelle Route de la Soie, une initiative dévoilée en 2013 par le Président Xi Jinping et baptisée « One Road, One Belt » (« Une route, une ceinture »), engage une véritable stratégie de coopération entre la Chine et ses partenaires en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient et en Europe. Ce vaste corridor transeurasien contribuera à terme à étendre des infrastructures commerciales et marque l'avènement d'une « nouvelle ère de la mondialisation », un âge d'or du commerce ambitionnant de profiter à tous.

Un concept séduisant qui n'est pourtant pas nouveau : l'UNESCO avait déjà lancé le Projet majeur Orient-Occident (1957-1966) et l'Étude intégrale des Routes de la soie, routes de dialogue » (1988-2001), dont l'objectif

était de favoriser l'appréciation mutuelle et de comprendre les interactions réciproques entre l'Orient et l'Occident.

Après l'achèvement de l'Étude intégrale, l'Organisation a entamé, en 2010, la deuxième phase du projet sous la forme d'une Plateforme en ligne de la Route de la soie pour le dialogue, la diversité et le développement. Cette initiative répond à l'intérêt croissant exprimé par les États membres de l'UNESCO pour la revitalisation des Routes de la soie afin de tirer les leçons de l'une des premières formes de mondialisation et de relever les défis du dialogue interculturel. Le projet vise également à contribuer à la Décennie internationale du rapprochement des cultures (2013-2022) proclamée par les Nations Unies et pour laquelle l'UNESCO a été désignée comme agence chef de file.

Étude intégrale des Routes de la soie, routes de dialogue



L'armée d'argile de l'empereur Qin (Xi'an, Chine).

En mettant en œuvre le concept d'interculturalité, l'Étude intégrale des Routes de la soie, routes de dialogue, s'inscrit dans le cadre de la Décennie mondiale du développement culturel (1988-1997) et, comme l'y invite l'Acte constitutif de l'UNESCO, favorise « la connaissance et la compréhension mutuelle des nations »... et donc la paix.

Une aventure collective

Une fois les principes posés : objectiver sur le terrain, de manière scientifique et historique, le concept de dialogue interculturel, mettre au jour l'interculturalité dans le temps long de l'histoire globale, s'affranchir de l'idéologie et de toute récupération nationaliste par l'interdisciplinarité et la collaboration entre pays, les bases du projet furent décidées : la mission intellectuelle serait confiée à des institutions scientifiques des pays concernés et à un Comité international multidisciplinaire ; les experts devraient étudier les interactions humaines, culturelles, religieuses, commerciales *in situ*, autour des deux axes géographiques et historiques des Routes, terrestres et maritimes.

Les réactions aux consultations menées auprès des communautés scientifiques et auprès des gouvernements furent favorables. Le Directeur général de l'UNESCO, Amadou Mahtar M'Bow, en a immédiatement apprécié la nouveauté et soutenu son lancement, et son successeur, Federico Mayor, sa mise en œuvre. Mais l'appareil hiérarchique de l'Organisation trouvant cette idée folklorique, nous avons dû surmonter bien des obstacles. On nous laissa cependant tranquilles puisque nous ne demandions pas de budget.



Les États concernés acceptèrent de prendre en charge les frais des expéditions et de confier à leur communauté scientifique les travaux de recherche et d'analyse, ayant conscience que la double approche, multidisciplinaire et sur le terrain, était de nature à revisiter dans le temps long d'une histoire globale la construction de leur identité et de leur patrimoine national. Trois États membres nous apportèrent un soutien essentiel qui donna une forte crédibilité au projet : la Chine, le Japon et Oman. En France, nous avons approché la communauté intellectuelle grâce à Jean d'Ormesson¹ qui, avec l'orientaliste Jean Leclant, nous fit rencontrer, à l'Institut de France, des académiciens, des chercheurs, etc. qui, tous, nous encouragèrent.

L'UNESCO n'étant pas en mesure, en dehors du personnel, de financer le projet, il a fallu mobiliser des fonds privés : des médias financèrent la mémorisation audio et vidéo des expéditions ; le peintre japonais Ikuo Hirayama, qui avait parcouru les routes de la soie dans sa jeunesse et conservait, à Kamakura, la plus grande collection d'art bouddhique privée du monde, créa, pour nous, trois affiches portant sa signature, qu'il nous autorisa à vendre ; des soyeux tissèrent des foulards sur cette thématique, dont les produits de la vente allèrent également au projet ; Europe Assistance, grâce au Dr Garipey, médecin de l'UNESCO à la retraite, offrit une couverture santé aux participants ; et le Sultan Qabous d'Oman mit à notre disposition son yacht personnel (le « Fulk al Salamah », « Bateau de la paix »).

1. Disparu le 5 décembre 2017, Jean d'Ormesson a, pendant des décennies, guidé et inspiré l'action du Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH), dont il dirigeait la prestigieuse revue *Diogène*.

Des expéditions, par terre et par mer

Le projet des Routes de la soie a été conçu comme une plateforme de dialogue, dont l'approche innovante est une lecture pluridisciplinaire articulant histoire et géographie, de manière à donner sens et substance au facteur structurant des interactions permanentes des peuples par les échanges de biens, de coutumes, de croyances, d'idées. Sa structure fondatrice est la dynamique mouvement – rencontre – transformation. C'est cette dynamique qui a produit les constructions culturelles qu'on appelle « civilisations », nourries par le pluralisme et des interfécondations réciproques.

Nous avons organisé plusieurs expéditions internationales : La Route du désert, de Xi'an en Chine à

Un exemple de données factuelles

Lors de l'expédition de la Route maritime : 16 pays visités, 90 spécialistes à bord issus de 25 pays, 17 séminaires internationaux, 100 experts, locaux et internationaux. Le journal de bord a été tenu par les mémorialistes Édith et François-Bernard Huygue.

Kashgar, à la frontière avec le Pakistan (juillet-août 1990) ; La Route maritime de Venise à Osaka (octobre 1990-mars 1991), La Route des steppes en Asie centrale (avril-juin 1991), La Route des nomades en Mongolie (juillet-août 1992), La Route du bouddhisme (1^{ère} partie au Népal, septembre 1995). Toutes nos expéditions étaient précédées de séminaires organisés par les comités nationaux en Asie centrale, en Chine, en Iran, au Japon, en Mongolie, qui faisaient remonter au Comité international leurs observations, leurs réflexions et leurs propositions en vue de leur analyse approfondie et de leur harmonisation. Des séminaires se tinrent également pendant les expéditions (deux par jour sur le bateau), et nos travaux étaient précédés et

suivis de visites des sites archéologiques, historiques et religieux, ainsi que de contacts avec les populations. Chaque expédition a fait l'objet d'un rapport factuel et d'un rapport scientifique.

Les résultats obtenus furent multiples : promotion d'une lecture commune de l'histoire et de la culture (mise en évidence des interfécondations culturelles, humaines et matérielles, meilleure compréhension du processus de construction identitaire, émergence du concept de « patrimoine commun, identité plurielle ») ; publication d'ouvrages scientifiques et de vulgarisation, d'articles dans la presse ; diffusion de films et de séries documentaires ; inscription de sites au patrimoine mondial, naturel et culturel, et d'éléments au patrimoine culturel immatériel ; création d'instituts de recherche nationaux (Musée et Centre d'étude des routes maritimes de la soie à Quanzhou) ou internationaux (Institut international d'étude des cultures nomades à Oulan Bator, Institut international d'études sur l'Asie centrale à Samarkand).

Si le projet des Routes de la soie a eu autant d'impact c'est qu'il s'est nourri aux deux sources essentielles de l'UNESCO : la production intellectuelle de ses secteurs de programme et la mobilisation active de la société civile intellectuelle et scientifique, avec notamment ses associations internationales gouvernementales et non gouvernementales.

Dans un contexte mondial de crispations identitaires, l'UNESCO dispose donc d'une vaste documentation scientifique, d'une expérience d'exploration sur le terrain, d'un réseau mondial de chercheurs, qui donnent sens et substance à l'intuition féconde de la « solidarité intellectuelle et morale » de son Acte constitutif, de nature à inscrire le dialogue interculturel et interreligieux au cœur de la revitalisation des Routes de la soie, surdéterminée actuellement par l'économie. Ne l'oublions pas, la culture, le spirituel et le pluralisme constituent le véritable héritage des Routes de la soie.

Doudou Diène

ex-Directeur de la Division des projets interculturels



Le grand canal de Venise.

La Route de la soie en ligne

« La soie ? Elle est la plus fragile et la plus résistante, la plus fugace et la plus durable, la plus illustre et la moins connue... La Terre s'est écrite en déroulant son fil »

... **T**el un Phénix, après dix ans de silence, le programme des Routes de la soie est relancé. Et ce pour trois raisons. Chargée de par son Acte constitutif de « l'avancement et de la diffusion du savoir », l'UNESCO se devait de sortir de ses cartons la documentation exceptionnelle qu'elle avait produite (articles, photos, films, publications, rapports...) en utilisant les moyens technologiques qui n'existaient pas à l'époque. Deuxièmement, en demande d'informations sur le sujet, les États membres faisaient preuve d'un intérêt renouvelé pour Les Routes de la soie, et étaient décidés à apporter leur soutien politique et financier à la poursuite du programme. Enfin, ce programme est devenu une nécessité en ces temps de montée de l'ignorance, de la suspicion et de l'hostilité, du repli identitaire.

On assiste donc à une prolifération de projets relatifs à La Route de la soie aux niveaux national, régional, international et dans différents domaines (artistiques, commerciaux, éducatifs, industriels, touristiques, en matière de communications et d'infrastructures) comme l'initiative « One Belt, One Road », lancée en 2013 par la Chine qui ambitionne de reconnecter la Chine avec le reste d'une partie du monde en utilisant le récit historique des Routes de la soie. Mais d'autres pays comme l'Inde, l'Iran, le Japon, Oman, la République de Corée

souhaitent construire des nouvelles relations sur la mémoire et l'héritage de ces Routes. Au-delà des intérêts économiques et géopolitiques, ce regain d'intérêt est le signe, chez beaucoup, d'une nostalgie, celle d'une autre manière d'interagir, d'échanger et de partager.

Ainsi Les Routes de la soie apparaissent comme un exemple de ces moments privilégiés et offrent un récit romantique des interactions entre les peuples et les cultures. Tout l'imaginaire et la romance associés à la soie, étoffe de luxe et de glamour, du secret de sa production aux légendes racontant le dévoilement de celui-ci, renforcent cette attirance pour Les Routes de la soie.

« La soie ? Elle est la plus fragile et la plus résistante, la plus fugace et la plus durable, la plus illustre et la moins connue... La Terre s'est écrite en déroulant son fil » (Irène Frain, Pour un reflet de soie).

Ces Routes sont une illustration de la construction d'influences mutuelles et de dialogues interculturels. Contrairement à d'autres Routes de dialogue, comme La Route de l'esclave, Les Routes de la soie présentent quelques spécificités. Elles furent des espaces protégés et de transactions commerciales exigeant un minimum de sécurité, de tolérance et de confiance, la négociation étant plus efficace que l'emploi de la force militaire. Ayant compris que les conflits tuaient le commerce... et les recettes qu'ils en tiraient, la plupart des pouvoirs contrôlant Les Routes de la soie eurent intérêt à assurer leur sécurité. Tout le monde trouvait son compte à préserver ces Routes puisque chacun bénéficiait de ce commerce plus ou moins équitable, ce qui n'est pas le cas par exemple sur les Routes du pétrole ou du diamant qui ne se maintiennent que par le déploiement de

forces militaires. Contrairement à d'autres encore, Les Routes de la soie n'ont pas été façonnées par le mode de domination et de production colonial, puisque même les populations dominées purent bénéficier de ce commerce. Enfin, grâce aux contacts physiques des individus et des groupes au cours du long voyage sur les pistes et dans les caravansérails, ces Routes permirent une culture de l'interaction, un esprit de curiosité mutuel, des compétences en communication interculturelle. Elles encouragèrent des rencontres et des échanges dans la durée, bien plus pérennes que les relations d'aujourd'hui.

Toutes ces spécificités ont fait des Routes de la soie un laboratoire pour étudier les capacités interculturelles développées par les peuples concernés et le processus d'interculturalité qui ont façonné notre monde. C'est aussi un laboratoire pour comprendre l'intelligence politique des pouvoirs de l'époque pour préserver des espaces paisibles pour tirer les dividendes de la paix.

S'il y a un regain d'intérêt chez les États membres pour Les Routes de la soie, il y a aussi certains malentendus et des confusions sur la signification et la portée actuelle de cette histoire. L'UNESCO devait donc faire plus que diffuser le savoir qu'elle avait recueilli.



Céramiques d'Indonésie (10^e siècle).

Elle se devait de rappeler les principes éthiques qui donneront sens à son action... et à celle de ses partenaires. Ces principes impliquent (a) la reconnaissance de toute culture comme produit

de la diversité et d'un dialogue ; (b) l'égalité des cultures ; (c) le respect du pluralisme culturel ; le partage et l'appropriation de l'héritage commun de La Route de la soie.

Ali Moussa Iye

Chef de la Section Histoire et mémoire pour le dialogue



Kirghizistan



Monténégro



Turquie



Syrie

DES INITIATIVES CONCRÈTES

Grâce à des fonds extrabudgétaires, notamment privés, les projets suivants sont en cours de réalisation :

1. Construction d'une plateforme en ligne (en anglais, arabe, chinois, russe) de manière à mettre les archives à la disposition des États membres, des chercheurs, du public (des jeunes notamment) selon diverses entrées : Banque du savoir (articles avec résumé). Sujets thématiques (patrimoine : culturel, immatériel (festival, gastronomie, sport, ...) et matériel, documentaire (« Mémoire du monde »), mondial, naturel, subaquatique. Institutions dans le monde. Carte des villes. Actualités (événements se produisant dans les pays concernés).

2. Mise en place d'un Réseau international de points focaux par pays (destiné à enrichir et à promouvoir la plateforme, conformément aux recommandations de la réunion tenue à X'ian en 2017, là même où le projet de l'Étude intégrale des Routes de la soie a été lancée il y a 25 ans.

3. Préparation d'un Atlas en ligne interactif des interactions culturelles le long des Routes de la soie. L'Atlas aspire à présenter les influences mutuelles entre les cultures des Routes de la soie. Il est destiné au grand public et utilise les dernières techniques pour cartographier l'historicité, la diversité et la complexité du patrimoine des Routes de la soie. Sur la base de la recherche déjà menée sur le patrimoine des Routes de la soie, les interactions cartographiées seront organisées par thèmes : science et savoir-faire, pharmacologie et médecine, religion et spiritualité, mythologie, langues et littérature, arts, musique et danse, rituels et célébrations, costumes et vêtements, agriculture, nourriture et gastronomie, etc.

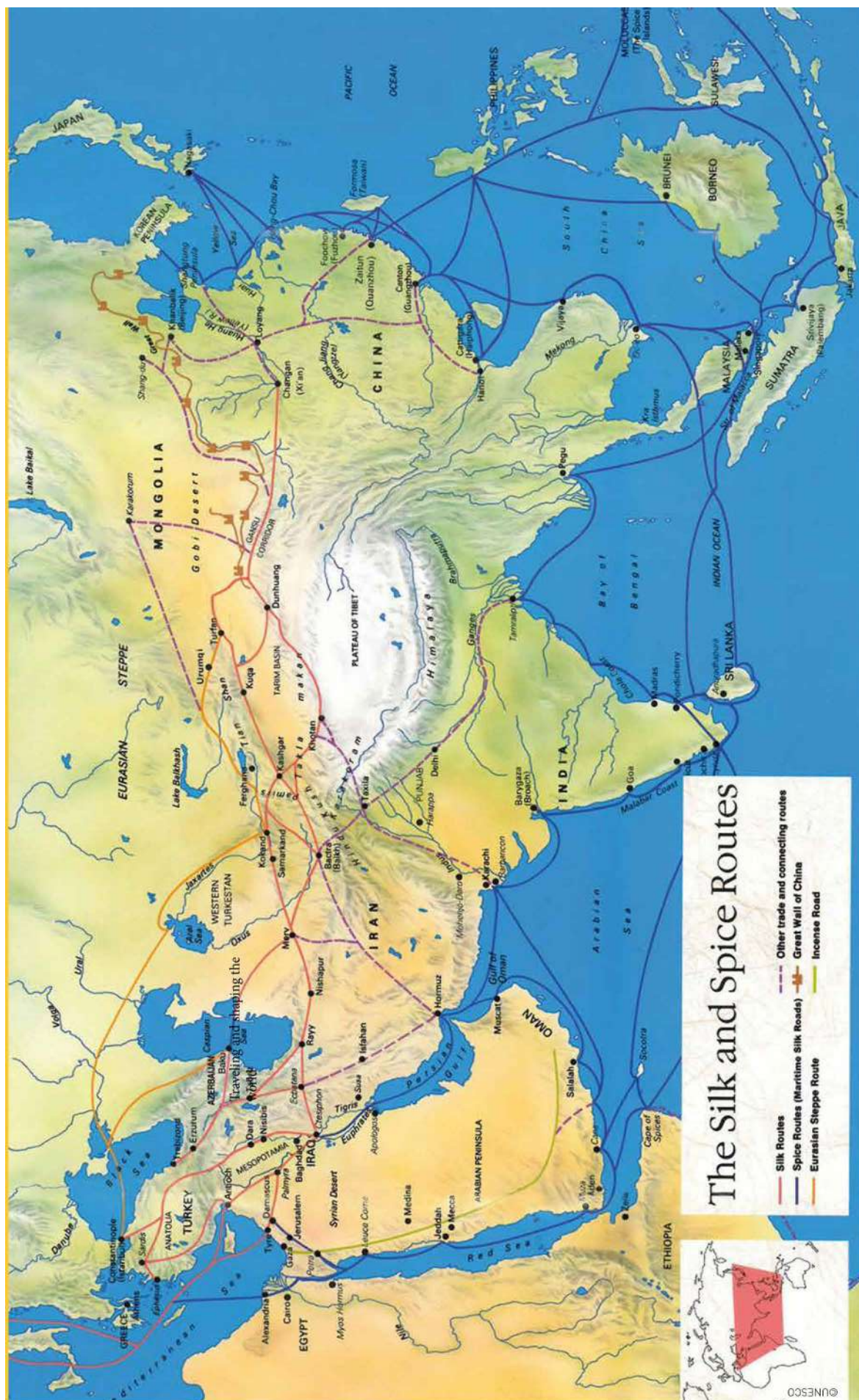
4. Concours photos montrant les interactions culturelles (« Regards de jeunes sur les Routes de la soie », sous la conduite de l'éminent photographe iranien Reza, auteur de l'ouvrage *Éternités afghanes*, publié par les Éditions UNESCO et les Éditions Duchesne en 2002).

Merhdad Shabahang
Spécialiste du programme

Dossier préparé sur la base des interventions à la conférence organisée par le Club Mémoire et Avenir le 14 décembre 2017. Iconographie réunie par Monique Couratier (source : galerie photo Plateforme en ligne de la Route de la soie, © UNESCO, sauf copyright indiqué. Page 13, « Nœud infini », symbole bouddhiste de l'union de la sagesse et de la compassion, © Patrick Gabaud).

Voir le dossier « Les Routes de dialogue », *Lien/Link* n° 111, 2010.





Diagonales

Astana 2017, l'expo mal aimée

Le 10 septembre 2017, l'exposition internationale d'Astana (Kazakhstan) « L'énergie du futur » a fermé ses portes. Les grands médias internationaux, notamment européens, ont très peu relayé cet événement international, en dépit d'un thème pourtant d'une actualité brûlante et d'une ville hôte digne d'intérêt.

Une exposition internationale « spécialisée » est organisée entre deux expositions universelles¹, et dure trois mois. Le pays hôte est le seul à construire un ou plusieurs pavillons thématiques, les pays participants disposant de modules pour leurs expositions nationales sur le thème retenu. Avec ses 4 millions de visiteurs, Astana a atteint les prévisions officielles et relevé le défi d'être la première exposition de ce type organisée en Asie centrale, dans un pays multi-ethnique et multi-confessionnel, certes peu connu du grand public, bien que traversé par les routes de la soie et pivot entre la Chine, la Russie et l'Europe.

C'est presque 5 milliards de dollars US qui ont été investis pour construire le pavillon du Kazakhstan, sphère de 80 mètres de diamètre et de 8 étages, les autres pavillons thématiques ainsi que les immenses espaces dévolus aux pavillons internationaux. Le pavillon du Kazakhstan a été particulièrement apprécié. Ses 24 000 m² ont été consacrés à : la promotion des énergies renouvelables et alternatives, l'électrification des transports, l'accès à l'énergie propre, le réchauffement de la planète, le rôle des océans... Grâce à une scénographie particulièrement pédagogique, voire ludique, il a réussi à parler à toutes les générations.

Les 115 pays et 22 organisations internationales participantes se sont partagé une superficie de 95 000 m², et les visiteurs purent y découvrir une multitude d'initiatives et de projets qui dessinèrent les contours d'une terre plus habitable grâce, notamment, à des villes durables (les fameuses « *smart cities* »). La zone, dite « des meilleures pratiques », fut, à cet égard, exemplaire : 24 projets, sélectionnés par un comité international, présentèrent des réalisations industrielles déjà opérationnelles avec des techniques pertinentes en ce qui concerne le stockage de l'énergie, la biotechnologie, l'énergie des ressources naturelles comme l'eau, le vent, le soleil.

1. C'est le Bureau international des expositions (BIE), sorte de CIO des expositions, qui supervise ces manifestations, depuis la phase de candidature jusqu'à leur mise en œuvre et leur legs (Milan 2015 [20 millions de visiteurs], Yeosu 2012 [8 millions], Shanghaï 2010 [73 millions]).



© Wikimedia Commons

Au sein de cette profusion d'exemples, d'initiatives, de projets issus des cinq continents, comment ne pas être déçu par le pavillon des organisations internationales, notamment celui de l'ONU et de ses agences spécialisées : pas de scénographie originale, aucun souci de familiariser le jeune public aux programmes pourtant pertinents de ces institutions. Résultat : très peu de visi-

teurs, aucun prix, reçu, qu'il soit d'or, d'argent ou de bronze ! Nos agences auraient-elles oublié qu'au fil du temps, ces expositions internationales sont devenues les forums promotionnels de thématiques dont l'ONU s'est fait le porte-voix (l'eau en 2008, la qualité de vie en ville en 2010, les océans en 2012, l'alimentation en 2015) ?

L'Histoire réhabilitera sans doute l'expo d'Astana et ses 3000 événements culturels et scientifiques, ses époustouflantes innovations technologiques et inventions scientifiques (140 !)... D'autant que, contrairement à d'autres, Astana recyclera les aménagements réalisés pour l'événement : un nouveau quartier va naître, avec un musée, le Musée de l'énergie du futur (ex-pavillon kazakh), des centres de recherche, de congrès et d'affaires, des logements, une galerie marchande, des parcs, des jardins : le tout pour le bien-être des habitants et des étudiants de l'Université toute proche.

En cette année 2017, la province de Québec et sa capitale Montréal célèbrent le 50^e anniversaire de « Terre des hommes », exposition universelle de 1967 : « Cette année-là, le Québec s'est ouvert au monde ». C'est vraisemblablement ce qui vient d'arriver à Astana : « La chose que j'admire vraiment chez les Kazakhs, c'est qu'à une époque où tout le monde se détourne du reste du monde, eux veulent, au contraire, se tourner vers lui » (Anthony de Angelo, Directeur de la communication du pavillon américain).

Patrick Gallaud





© Droits réservés © Photo: Unesco

LABIED Miloud, Sans Titre, huile sur toile, 149.5 x 119 cm, 1996. Don du Maroc.

Dans la plupart de ses œuvres, l'artiste marocain autodidacte Miloud Labied, un des plus importants artistes de la scène artistique marocaine, mêle abstraction et figuration, insérant dans ses peintures des ébauches de corps humains ; comme ici celui d'une femme de profil. L'une des caractéristiques du travail de Labied concerne les lignes circulaires qui semblent tourbillonner au centre du tableau. Il est surtout connu pour ses peintures, mais la sculpture et la photographie font également partie de ses nombreuses expériences artistiques. Tout d'abord figuratif dans sa peinture, il s'est rapidement tourné vers l'abstraction.

Dans une interview au journal *Aujourd'hui le Maroc* (non signée), publiée le 14 février 2003, Miloud Labied parle de son art. En voici quelques extraits.

Q. : « Vous vous arrêtez régulièrement de peindre. Comment expliquez-vous cela ? »

R. : « Il faut avoir l'humilité de s'arrêter lorsque le travail devient répétitif. Je dois cela à l'idée que je me fais de mon œuvre et à ceux qui suivent mon travail depuis des années. En plus, comme je suis un peintre qui a eu beaucoup de périodes, si je me complaisais dans une façon de faire, cela voudrait dire aussi que j'ai perdu de ma vigueur et que mon sens de la recherche s'est bien émoussé. Or, s'il y a quelque chose qui me tient à cœur, c'est bien le fait que je suis un peintre chercheur. Il existe à cet égard des périodes dans mon cheminement de peintre où j'ai peint seulement trois tableaux. Parce que je sentais que je ne pouvais pas donner plus. Comme on dit chez nous : « il ne faut pas traire jusqu'à avoir du sang au lieu du lait ». »

« Il est curieux de vous entendre expliquer votre peinture alors que vous n'êtes pas un peintre enclin aux discours sur l'art. Certains vous ont même considéré à une certaine époque comme un peintre naïf [...] »

« Oui, parce que durant la fin des années 1960 et les années 1970, le Groupe de Casablanca [groupe de recherche autour des arts visuels au Maroc] considérait ceux qui ne produisaient pas de discours sur l'art comme des naïfs. L'art naïf était méprisé. On y voyait la marque de la non-intelligence de la peinture dans notre pays. J'avais dit à l'époque dans la revue *Intégral* qu'il est préférable que les intellectuels s'abstiennent de parler de la peinture. Ils ne la connaissent pas de l'intérieur, et pire : ils appréhendent un tableau comme un livre. Un tableau n'est pas un livre ! Ceux qui cherchent des idées dans une peinture se trompent d'objet ! L'appréhension d'un tableau n'a rien à voir avec la lecture d'un livre. Il s'agit de deux langages. En plus, je ne titre jamais mes tableaux [...]. Si je n'introduis pas de mots dans mes tableaux, cela veut dire que je considère la peinture comme un langage suffisamment clair et performant pour se passer aisément d'un cortège de mots. »

« Et que pensez-vous du discours qu'on produit sur votre peinture ? »

« Du moment que je suis convaincu par ce que je fais, il m'importe peu que les gens en disent du bien ou du mal [...]. Quant aux articles, je me refusais de les lire non pas par mépris, mais pour qu'ils n'influencent pas ma peinture. Je tenais à ma liberté de choix, de faire et de figurer. Il ne fallait pas que mon travail soit assujéti à un discours ou une forme d'expression exclusive. Non ! Il doit respirer la vie, ne pas craindre le changement. La seule forme de constance dans l'engagement est celle qui me lie, en tant qu'homme-peintre, à mon œuvre. Là oui, il y a de l'engagement et même de l'éthique. Mais quand je suis en face de la surface blanche, je ne permets à personne et encore moins à un discours de s'interposer entre l'œuvre et moi. C'est un combat de boxe : ou bien la surface blanche me terrasse, ou bien je sors vainqueur. »

« La problématique identitaire s'est posée avec acuité pendant les années 1960 et 1970... »

« Je n'ai jamais compris ce qu'est la question identitaire dans la peinture. Je suis Marocain, fier de ma nationalité, mais ma peinture, c'est une autre affaire. Elle doit trouver sa voie en tant qu'œuvre picturale et non pas en tant qu'œuvre réalisée par un peintre marocain [...]. C'est la voie empruntée par un peintre qui m'intéresse et non pas la nationalité imprimée sur ses œuvres. »

Miloud Labied, né en 1939 à Kelaa des Sraghna (Maroc), est décédé en 2008.

Maha Bulos

Kaléidoscope



© E. C.

Toujours au service du patrimoine culturel matériel

Musée de Beikthano
(Myanmar).

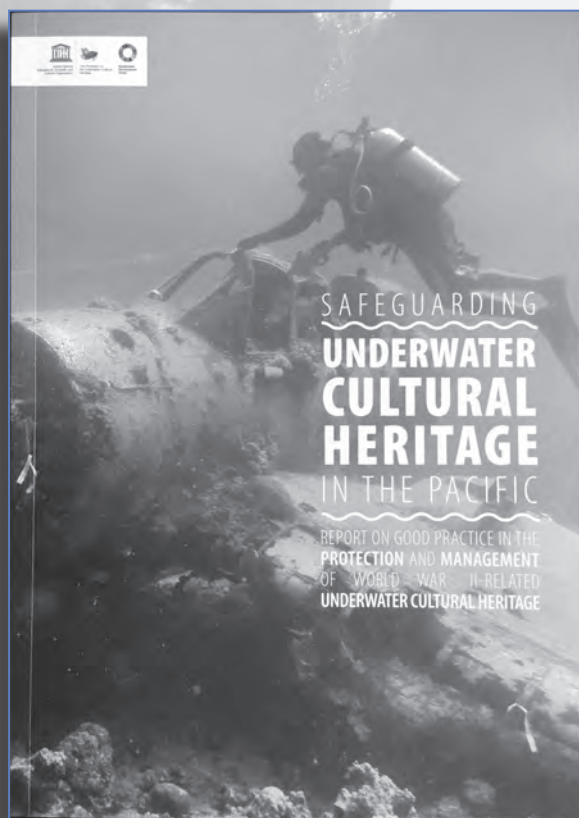
Je suis entré à l'UNESCO à l'âge de 29 ans. C'était en décembre 1984. Je me souviens, comme si c'était hier, de mon briefing au Siège et de mes premiers pas sur le terrain, en Afrique pour commencer, au BREDA à Dakar. J'ai quitté l'Organisation fin 2015, alors que j'étais Directeur de notre Bureau pour le Pacifique, après trente et un ans de service : 15 ans au Siège, 16 ans hors Siège.

Sitôt retraité, je me suis installé à Bangkok, surtout pour des raisons familiales mais aussi parce que j'avais aimé l'atmosphère à la fois cosmopolite et bon enfant de cette grande ville qui fut l'un de mes derniers « lieux d'affectation ». Il y règne aussi une intense activité internationale qui m'offre un cadre idéal pour développer des activités, essentiellement bénévoles, dans des domaines qui m'ont passionné à l'UNESCO.

Juriste de formation, j'ai consacré la plupart de mes années à l'UNESCO à la promotion et à la mise en œuvre des Conventions sur le patrimoine culturel, en particulier dans le cadre des conflits armés, de la lutte contre le trafic illicite et du patrimoine subaquatique. C'est donc dans ces domaines que je poursuis une activité de « **militant** » du patrimoine, cette fois du côté de la société civile. Au cours de ma carrière, j'avais observé que les meilleures politiques et législations en faveur du patrimoine restaient de peu d'effets sans une participation active, voire militante, des citoyens d'un pays, d'une région, d'une ville, d'un village. C'est pourquoi je me suis investi au Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), en particulier au sein de son comité juridique, l'ICLAFI. Cet engagement me

permet d'être en relation régulière avec le petit monde des juristes du patrimoine du monde entier et de mettre mon expérience pratique de l'action internationale à leur disposition, surtout en Asie-Pacifique. Ainsi, je reviens du Myanmar et du Laos où j'ai participé aux premières étapes de la mise en œuvre de la Convention de 1970 contre le trafic illicite de biens culturels que ces pays viennent de ratifier. Les responsables du patrimoine sont en train d'y développer des inventaires systématiques de biens culturels importants et de mettre en place des mécanismes de coordination entre, d'une part, les professionnels des musées et des sites archéologiques et, d'autre part, la police, les douanes et les autorités judiciaires. Je contribue occasionnellement à ces évolutions en partageant mon expérience dans ce domaine, acquise au Cambodge, notamment à Angkor, de 1991 à 2005. Je suis aussi en liaison avec la société civile, là où elle s'engage dans des mouvements de défense de l'héritage culturel, comme le patrimoine urbain à Yangon, au Myanmar. En Thaïlande, je suis membre d'associations locales qui visent à promouvoir la culture et le patrimoine du pays et de la péninsule indochinoise. Ces réseaux m'offrent l'occasion de bénéficier de l'érudition des experts les plus pointus du pays et de partager avec eux mes connaissances dans des domaines qui me sont plus familiers, notamment la protection du patrimoine subaquatique.

Je crois beaucoup à l'avenir de la **Convention pour la protection du patrimoine subaquatique de 2001** à la rédaction de laquelle j'avais contribué lorsque j'étais Spécialiste de programme au Secteur de la culture.



Avec cet instrument, l'UNESCO a fait un important travail de prospective, en anticipant les problèmes juridiques qui se posent désormais et se poseront de façon encore plus aiguë dans l'avenir. En adoptant un texte, à l'époque en avance sur son temps, l'UNESCO a jeté les bases d'un équilibre juridique et pratique pour la protection du patrimoine subaquatique, surtout sous-marin. Je fais partie du Comité organisateur de l'AP-CONF 2017, une Conférence internationale qui s'est tenue en novembre 2017 à Hong Kong (l'objectif étant de mobiliser les milieux académiques à cette discipline et les milieux diplomatiques de la région à l'importance de ratifier la Convention).

En 1998, j'avais amorcé un tournant radical dans ma carrière en acceptant des responsabilités managériales. J'ai dirigé un premier Bureau hors Siège, celui de Phnom Penh, jusqu'en 2005. Le patrimoine culturel y était au centre de l'action de l'UNESCO mais s'inscrivait dans le cadre plus large de l'activité de développement de l'Organisation au Cambodge qui couvrait aussi les sciences, la communication, l'information et surtout l'éducation. Ces responsabilités multisectorielles m'ont

ouvert à un tout autre monde : celui de l'action des Nations Unies sur le terrain et de l'« **Équipe Pays des Nations Unies** » (« *UN Country Team* »). J'y ai découvert un travail d'équipe complexe, mêlant solidarité et concurrence entre les Agences. J'y ai appris à négocier, souvent âprement, avec lesdites Agences et avec les donateurs afin de positionner l'UNESCO favorablement dans le dialogue commun des Nations Unies avec le Gouvernement. Il s'agissait de promouvoir les standards de l'Organisation dans les grands axes de développement du pays afin que celui-ci intègre notamment la Culture de la paix, l'Éducation pour tous et la Diversité culturelle. L'UNESCO avait un budget bien moins important que les Fonds et Programmes des Nations Unies. Mais j'ai pu observer que les normes et standards de l'Organisation, ses conventions internationales dans tous ses secteurs et surtout son « *leadership* » stratégique global pour l'« Éducation pour tous » conféraient à l'UNESCO un avantage comparatif souvent déterminant sur le terrain. C'est notamment grâce à ce « *leadership* » global que notre Bureau à Phnom Penh avait pu s'imposer comme porte-parole puis coordonnateur des partenaires du développement dans le Secteur de l'éducation, position que l'UNESCO détient encore au Cambodge.

Aujourd'hui, je prends plaisir à enseigner, dans le cadre d'un séminaire annuel, la pratique de l'action de développement des organisations multilatérales, aux étudiants de dernière année de maîtrise en sciences politiques. Cet enseignement multidisciplinaire me permet aussi de partager mon expérience avec les étudiants, de suivre leurs travaux de fin d'étude et de les conseiller pour leur entrée dans la vie professionnelle.

Sur le plan personnel, la retraite m'a donné l'occasion de me rapprocher de ma famille élargie, parfois négligée au cours de 31 ans d'expatriation loin de mon pays, la Belgique, mais aussi de reprendre contact avec bien des personnes rencontrées au cours de ces années passées au Siège à Paris et sur le « terrain ». Nombre d'entre eux sont des anciens collègues de l'UNESCO qui sont devenus des amis et que je revois avec beaucoup de plaisir.

Étienne Clément

Ex-Directeur du Bureau de Phnom-Penh, du Bureau pour le Pacifique

Parole de femmes

Eleanor Roosevelt: When History Sides with Humanity

Twenty-two-year old Franklin D. Roosevelt (FDR) had to overcome his mother's most dogged objections to marry the plain-spoken Eleanor. Orphaned by age ten, she had been sent by her grandmother to the London finishing school of Madame Souvestre a pro-Dreyfus feminist daughter of the French Enlightenment whom she befriended. When her "coming out" came due at age seventeen, however, she reluctantly returned to New York, where she turned to teaching calisthenics and dance to the city's migrants, and to inspecting their working conditions in the garment district.

In the meantime, her secret romance was blossoming with Franklin. In the Spring of 1905, the shy bride with a toothy smile was led down the church aisle by her Uncle Teddy, a.k.a. Theodore Roosevelt, the recently re-elected US President and an admired fifth cousin to the groom who awaited at the altar.¹ By the time US women had obtained the right to vote, six children had been born of their union. One did not survive. While her controlling mother-in-law left her out of the household duties, the hapless Eleanor discovered that FDR had another love interest. Divorce was considered, but ruled out. Eleanor intensified her humanitarian and educational endeavors. Her relationship with FDR remained close, based on mutual respect and shared values.

When he was diagnosed with polio and considered retiring from public life, she urged him to persevere, personally standing in for him at countless political events. Twelve years later FDR was elected President. Thrice elected, he would be the longest serving US President. His challenging mandates spanned the wretchedness of the Great Depression, the ground-breaking New Deal, and the calamities of World War II. Eleanor emerged as a natural Vice-President and a *de facto* special envoy, but her views were



Eleanor Roosevelt and Fala at Val Kill in Hyde Park, New York.

overtly more progressive than the President's. She actively supported trade-union demands for a 48-hour work week, a minimum wage and the abolition of child labor. Even as FDR struggled to appease the Southern Democrats who controlled the Senate, she openly lobbied for civil rights.

Both committed to preparing an isolationist America for the coming storm in Europe, but Eleanor insistently lobbied her husband for higher refugee quotas. Following the Pearl Harbor attack, she argued against the internment of Japanese-American citizens in camps. FDR's fragile health gave way shortly after Yalta. But the dream they shared prevailed. Appointed by his successor, Harry Truman, to represent the US at the newly established United Nations, Eleanor joined the "*Philosophically-minded UN people (who) emphasize the point that the Charter's wording starts 'We the people.' Not 'We the Governments, the Dictators, Kings, Presidents or what not.'*" Unanimously elected to chair the controversial UN Commission on Human Rights in 1947, she insisted that "*Democracy, freedom, human rights have come to have a definite meaning to the people of the world which we must not allow any nation*

to so change that they are made synonymous with suppression and dictatorship." "Where, after all, do universal human rights begin?", she asked, on the occasion of the 10th Anniversary of the Declaration. "*In small places, close to home – so close and so small that they cannot be seen on any maps of the world.*"

Eleanor Roosevelt set standards by which spouses of national leaders are judged to this day. But she is also claimed as an inspiration by such leaders them-



Roosevelt flying with Tuskegee Airman Charles "Chief" Anderson in March 1941.

1. FDR was a Democrat, but Theodore Roosevelt was from the Republican side of the family.





Eleanor Roosevelt and the Universal Declaration of Human Rights.

selves: US presidential candidates Adlai Stevenson, Hillary Clinton, and Ireland's former President Mary Robinson come to mind. However great their contributions to humanity, historic figures are often trapped in

the darkness of their times. Not Eleanor Roosevelt. History has proven her right on just about every score – no less the non-traditional, non-binary wanderings of her heart. But such are the ebbs and flows of history that the approaching 70th Anniversary of the Universal Declaration on Human Rights honors a foresight that is yet to be fulfilled.

Frances Albernaz

Recent Books:

A World Made New: Eleanor Roosevelt and the Universal Declaration of Human Rights. By Mary Ann Glendon. Random House. 2002 (contains a chapter on UNESCO).

Eleanor Roosevelt : First Lady et rebelle par Claude-Catherine Kiejman. Poche. 2012.

Eleanor Roosevelt: The War Years and After, 1939-1962. By Blanche Wiesen Cook. Viking. 2016.

Eleanor and Hick: The Love Affair That Shaped a First Lady. By Susan Quinn. Penguin. 2017.

Photos : © Wikimedia Commons

Nos auteurs

Higher Education as a Public Good

Perspectives for the Centenary of the Córdoba Declaration



The book *Enseñanza superior como bien público. Perspectivas para el centenario de la Declaración de Córdoba* by Marco Antonio Rodrigues Dias, former Director of the Division of Higher Education of UNESCO, gives basic ideas on a large number of essential problems for the definition of university policies.

It is like the summary of an encyclopedia on problems of higher education centered on its character of public good.

Among the topics discussed, it deals with: imposition of a single thought; partnership; cooperation; financing of higher education; agreements on trade in services and their application to education; accreditation; recognition of studies and diplomas; Process of Bologna; rankings; MOOC; update of the Declaration of the 1998 World Conference on Higher Education; definition of missions; autonomy and academic freedoms.

The international experience of the author allows him to give an informed opinion on the evolution of many of these subjects on a universal scale. This knowledge of the processes does not inhibit him from giving categorical opinions, for example, on a possible international accreditation system: "What is tried is to establish a system of equivalence instead of recognition. The European system would become the basis for the reforms intended to be introduced, for example, in the committees for the application of conventions on the recognition of degrees and diplomas in the various regions of the world. This process can lead to the universal adoption

CENTENAIRE DE LA RÉFORME DE CÓRDOBA

Anticipant Mai 68, contre le dogmatisme et la mauvaise qualité de l'enseignement, occupant leurs universités, les étudiants obtinrent la démission du Recteur et une réforme qui eut des répercussions dans toute l'Amérique latine. Ses idées-forces 1. Autonomie ; 2. Les étudiants, sujets et non objets de l'enseignement ; 3. Renforcement des liens entre l'Université et la société ; 4. Participation de l'Université dans la modernisation scientifique ; 5. Démocratisation de l'enseignement via la gratuité ; 6. Intégration de la région.

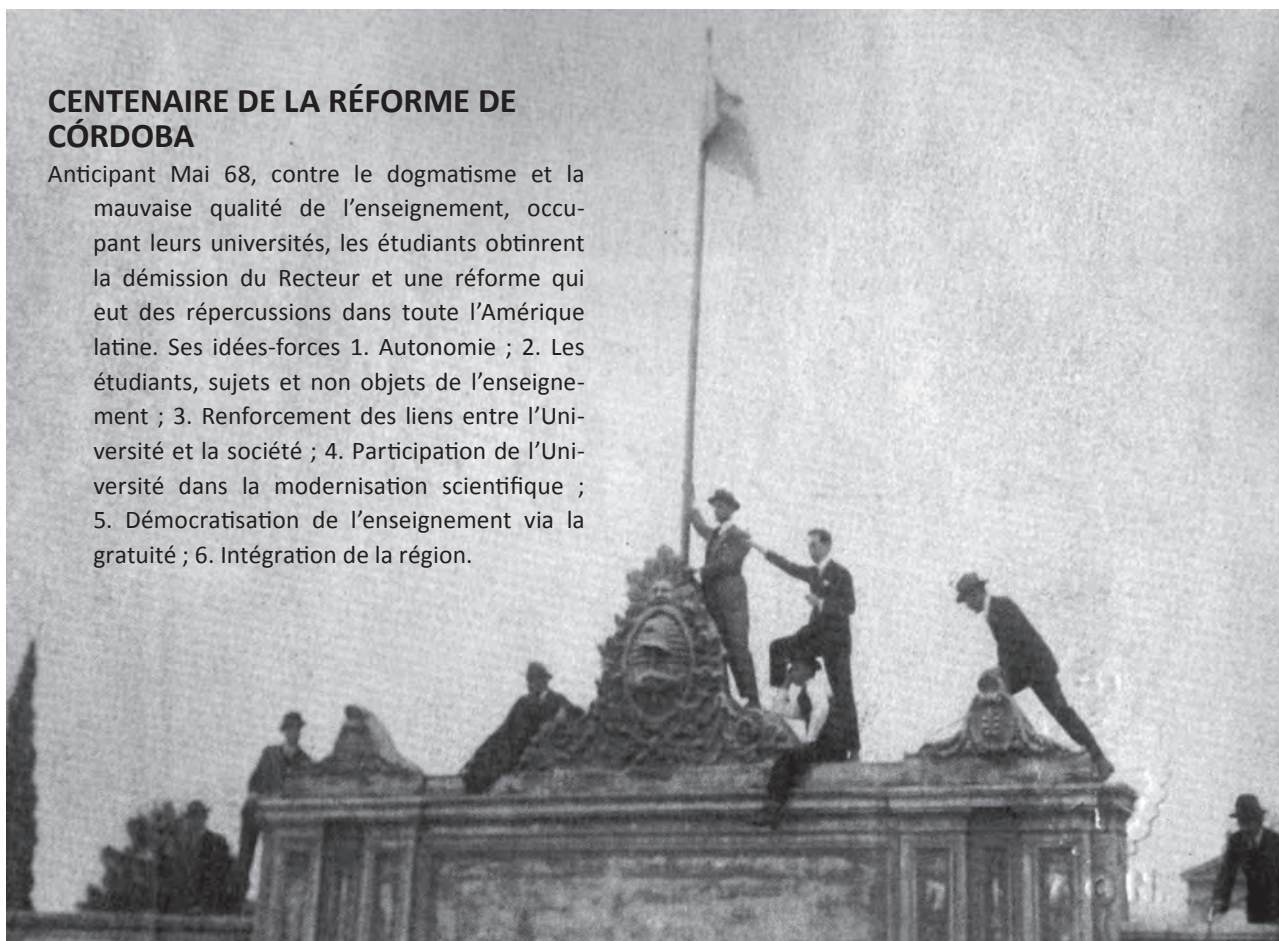


Photo : Wikimedia Commons

Étudiants hissant le drapeau argentin sur le toit de l'Université de Córdoba.

of the European model, adaptation of the United States system, with the suppression of the regional perspective that was intended to be developed until recently. In practice, rather than establishing agreements on the recognition of studies, what is sought is an equivalence with the USA model, with the imposition of a unique thought, generating a unique international identity”.

His analyzes on the Centenary of Córdoba or on the Rankings are condensed expositions of compatible principles that must be updated as he suggests. When discussing rankings, the author mentions the US academic Ernest L. Boyer who stated: “*We need a climate in which colleges and universities are less imitative, showing off their uniqueness. It is time to end the stifling practice in which colleges and universities are too*

often measured by external factors rather than values determined for their own specific mission”.

The format of the text, chapters of no more than five pages based on the experience of its long trajectory and with the inclusion of more current reflections, allows the study of aspects that interest different readers, in a fast and condensed form. They are an excellent basis to continue analyzing the issues, guided in part by the extensive bibliography that accompanies the text.

Roberto Markarian
Rector of the Universidad
de la República (Uruguay)

À l'occasion de la commémoration du centenaire de la Déclaration de la réforme de Córdoba, l'Université nationale de Córdoba a voulu rendre hommage à deux anciens membres du personnel de l'UNESCO, qui se sont illustrés par la défense de l'éducation comme bien public, en les faisant Docteurs Honoris Causa : le Brésilien Marco Antonio Rodrigues Dias, ex-Directeur de la Division de l'enseignement supérieur de l'UNESCO, l'Uruguayien Luís Yarzabal, ex-Directeur de l'UNESCO au Venezuela.

Marco Antonio Rodrigues Dias, *Enseñanza superior como bien público. Perspectivas para el centenario de la Declaración de Córdoba*, Montevideo, Asociación de Universidades Grupo Montevideo y la UDELAR (Universidad de la República [Uruguay]), 2017. Publié également en portugais, *Educação superior como bem publico. Perspectivas para centenário da reforma de Córdoba* (Universidade federal de Santa Maria [Brésil]) et en anglais, *Higher Education as a Public Good. Perspectives for the Centenary of the Reform of Córdoba* (publication électronique).

Santé et société

La Médecine traditionnelle chinoise

Été 2017 : l'UNESCO Community Association (UCA) organise une conférence sur la Médecine traditionnelle chinoise en partenariat avec le Centre d'échanges culturels et artistiques franco-chinois, avec des présentations d'éminents spécialistes comme le Professeur Xu Anlong, Président de l'Université de Beijing de Médecine chinoise, le Professeur Zhai Shuangqing, son adjoint, le Professeur Gu Shizhe, Directeur de l'École d'acupuncture-moxibustion et de tuina, le Professeur Fu Guobing, Directeur du Département de tuina et de thérapies physiques.



Un principe de base : l'harmonie

Se référant au *Huang Di*, l'ouvrage sur les théories de la médecine du juste milieu le plus ancien, dont, selon la légende, l'auteur serait l'Empereur Jaune Huang, le Professeur Xu Anlong met en évidence la vision holistique de l'humain, qui fait un avec la nature et son environnement sociétal, ainsi que la théorie du *yin* et



du *yang*¹, source d'explication de la physiologie et de la pathologie du corps humain et guide pour le diagnostic et le traitement. La médecine traditionnelle chinoise vise donc à maintenir l'harmonie de l'énergie vitale (le *qi*)² à l'intérieur du corps, entre l'esprit et le corps mais aussi avec les éléments extérieurs. Le maintien de cet équilibre et une bonne hygiène de vie (exercice physique, alimentation saine) sont les gages d'une vie longue et en bonne santé.

Une médecine préventive

Se référant à la Bible médicale de la Chine ancienne de l'Empereur Jaune, vieille de plus de 2000 ans, le Professeur Zhai souligne que la force de la médecine chinoise est de mettre l'accent sur la prévention. Pour cela, elle s'attache à étudier les mécanismes de la vie à partir de la méthode empirique de l'observation du vivant dans son environnement, le corps humain étant perçu dans sa

globalité et non de manière émiétée comme c'est le cas en Occident, une attention particulière étant donnée aux méridiens³ et aux plantes médicinales...

Héritière de pratiques millénaires, la médecine traditionnelle chinoise est toujours d'actualité. Exercée dans 183 pays, elle est reconnue officiellement par plusieurs pays (Afrique du Sud, Australie, Canada, États-Unis, Malaisie, Suisse, Thaïlande, Viet Nam, ...) et enseignée en France notamment. L'acupuncture et la moxibustion ont été inscrites en 2010 sur la Liste représentative du Patrimoine culturel immatériel de l'Humanité. Le tuina (massage chinois destiné à harmoniser l'énergie vitale) est, quant à lui, reconnu par l'OMS, et est pratiqué de plus en plus partout dans le monde. Comme en écho aux danses reproduisant la gestuelle de la médecine traditionnelle chinoise initiées par des étudiants de l'Université de Beijing, la démonstration de massages tuina par le Docteur Zhu réjouit les participants avides d'apprendre les gestes qui soulagent les douleurs du quotidien.

Marietta Bantchev
Présidente de l'UCA



Symbole du *yin* et du *yang*.

1. Le *yin* (le froid) et le *yang* (le chaud) sont perçus en termes de complémentarité. L'excès ou la déficience de l'un des deux entraîne un déséquilibre. Le *yin* et le *yang*, symboles également du féminin et du masculin, se retrouvent dans tous les aspects de la vie et de l'univers.
2. Chez l'humain, le *qi* (flux énergétique) soutient tant les fonctions du corps que de l'esprit. Lorsque le *qi* est en quantité suffisante et circule bien on est en bonne santé, on a une pensée claire et des réflexes vifs.
3. Le flux énergétique (le *qi*) circule dans tout le corps au moyen d'un réseau immatériel mais précis appelé « méridiens ». Sur son trajet se trouvent les points d'acupuncture, d'où l'on peut en régulariser le débit.

Photos: © Stoyan Bantchev

Réforme de la caisse d'assurance maladie du BIT

La Caisse d'assurance pour la protection de la santé (CAPS) du Bureau international du travail compte plus de 11 000 assurés dont 3 500 actifs avec les personnes à leur charge, et 2 500 retraités ou leurs survivants et les personnes à leur charge. Elle traite environ, par an, 45 000 demandes de remboursement, soit plus de 160 000 factures, et rembourse environ 45 millions de dollars US.

Comme la Caisse d'assurance maladie (CAM) de l'UNESCO, la CAPS est indépendante et fonctionne avec un comité de gestion. Devant l'augmentation du coût des soins de santé, le Comité de la CAPS a créé, en mars 2016, un groupe de travail afin de maîtriser les dépenses médicales, tout en respectant les caractéristiques essentielles de la couverture offerte par la Caisse. Il a, en outre, été fait appel à des experts extérieurs afin de s'assurer que le BIT fournit à ses fonctionnaires en activité et à ses retraités l'assurance la plus efficace et fiable possible.

Le groupe de travail a constaté que les frais d'hospitalisation, les frais dentaires, les honoraires des médecins, les soins médicaux, les médicaments, les prestations hospitalières publiques et les opérations chirurgicales représentaient 80 % des dépenses totales de la CAPS, les deux tiers correspondant à des soins dispensés en Suisse.

Recommandations pour générer des économies substantielles :

- Encourager les assurés à faire des choix responsables : demander au moins deux (voire trois) estimations pour toute intervention chirurgicale non urgente nécessitant une hospitalisation, recourir à des services de soins infirmiers ambulatoires en remplacement d'une hospitalisation de longue durée, consulter de préférence des médecins conventionnés, utiliser des médicaments géné-

riques, s'adresser aux pharmacies les plus compétitives ou qui offrent des remises sur les médicaments.

- Étendre la portée des mesures préventives. Remboursées depuis 2015, leur coût est négligeable par rapport aux effets positifs sur l'état de santé futur des individus. À cet effet, un accord pourrait être conclu avec une société de télémédecine spécialisée et les campagnes d'information sur les bienfaits de la médecine préventive intensifiées.
- Recourir, en Suisse, aux services d'une entreprise de contrôle des coûts, utiliser un système de « gestion des cas » et procéder à une analyse détaillée de l'évolution des coûts. Un poste a été créé, au sein du secrétariat de la CAPS, pour traiter la question des risques et de la conformité. Le coût de ce type de service devrait être rapidement compensé par une réduction des montants remboursés.
- Poursuivre la collaboration avec les autres organisations internationales qui appliquent le même type d'assurance maladie (OMS, ONU-Genève) et négocier des tarifs préférentiels auprès des prestataires de soins de santé, conjointement avec les autres grandes institutions ayant leur Siège à Genève ainsi qu'avec de nouveaux établissements médicaux situés dans d'autres lieux d'affectation où résident de nombreux fonctionnaires et retraités.

Toutes les recommandations du groupe de travail ont été adoptées par le Comité de gestion de la CAPS. Une source d'inspiration pour la CAM de l'UNESCO ?

Yolaine Nougier

source : *Message*, organe de la Section des anciens fonctionnaires, (Syndicat du personnel du BIT).

Annonce

Maître Ève d'Onorio di Méo, avocate spécialisée en droit fiscal, accepte de se charger des demandes de récupération de la CSG et de la CRDS prélevées sur les revenus fonciers des fonctionnaires internationaux résidant en France, dès la première réclamation auprès des centres d'imposition, aux conditions suivantes : 500€ HT, soit 600€ TTC, plus des honoraires de résultat de 8 % sur les sommes récupérées.

Les personnes intéressées peuvent joindre M^e d'Onorio di Méo :

- ◆ par Internet à ed@donorio.com
- ◆ par téléphone au 06.14.67.34.10.

Le Comité exécutif de l'AAFU

Carnet

Nouveaux membres / *New members*

- ♦ Mohamed BACHIRI (BFC)
m.bachiri@gmail.com
- ♦ Alexandre BLOKH
34, square de Montsouris
F - 75014 Paris
01 45 89 34 16 06 85 50 71 22
alexandre.blokh@gmail.com
- ♦ Vinayagum CHINAPAH (ED)
- ♦ Irma GONZALEZ
irmgo@icloud.com
- ♦ Lydie NDOBO MACKONGO (ERI)
lyormack@gmail.com
- ♦ Jacques RAO (ERI)
jjrao75@gmail.com
- ♦ Carmel ROCHET (SHS)
carmel.rochet@icloud.com

Changements d'adresse / *New address*

- ♦ Paule Claude BÉNÉDICTE
18, rue Duret, F - 75116 Paris
- ♦ Luis GIL ARANDA
35, avenue de Versailles
F - 75016 Paris
- ♦ Marie-Rose GROSJEAN
29, rue Eugène Varlin
F-94500 Champigny
- ♦ Monique INIZAN
monique.inizan@gmx.fr
- ♦ Bruno LEFÈVRE
Apt B.24, 10^{bis} rue Savaron
F-63100 Clermont-Ferrand
- ♦ Jacques RICHARDSON
richard.jqs@gmail
- ♦ Eugène ROUSSAKOV
64, rue de l'Égalité
F-92130 Issy-les-Moulineaux
- ♦ Kaisa SAVOLAINEN
kaisasavo77@gmail.com
- ♦ Beate TURPAULT
beateturpault@gmail.com
- ♦ Jean-Baptiste de WECK
12, rue de La Neuveville
CH - 1700 Fribourg

In memoriam

Depuis la parution de la liste publiée dans le N° 130 de *LIEN*, la Rédaction a été informée du décès, à la date indiquée, des anciens collègues de l'UNESCO dont les noms suivent :

Since the last list published in No. 130 of *LINK* we have been informed of the death, on the dates indicated, of the following former staff members of UNESCO:

16/02/16 : Ahmed SHALAK
29/05/17 : Stanley MUKA OMANYO
27/06/17 : Jack PINTO
25/08/17 : Wolfgang TOCHTERMANN
27/10/17 : Anne-Marie MULOT
04/11/17 : Françoise RIVIÈRE
07/11/17 : Irène MOCHIRI ISKENDER
24/11/17 : Thomas SHEPARD*
28/11/17 : Danièle FONTOWICZ-QUESADA

* non-membre de l'AAFU

ANNONCES

- L'AAFU déménage courant janvier 2018 dans la Bâtiment 6 (Bonvin), Bureau 1.19, en vue de la rénovation et de la location du Bâtiment 6B où se trouve actuellement ses locaux.
- À l'occasion des 80 ans de Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO (1999-2009), l'AAFU organise, le 18 mai 2018, un colloque dont les interventions et messages seront édités. Une sélection de témoignages et analyses viendra compléter la publication. Si vous souhaitez rédiger un texte, vous pouvez le faire parvenir (600 mots en français ou en anglais, en format électronique word) à la coordonnatrice, Monique Couratier, par ailleurs Rédactrice en chef de la revue *Lien/Link* (afus.lien@unesco.org).

Françoise Rivière

1950 - 2017

Nous reproduisons ci-après les messages prononcés lors de la cérémonie religieuse du 17 novembre 2017.



Message de la Directrice générale lu par Francesco Bandarin

Peu de personnes ont marqué de leur empreinte l'histoire récente de l'UNESCO comme Madame Françoise Rivière.

Ancienne élève de l'École normale supérieure, agrégée

de lettres classiques, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, elle a gardé des débuts de sa carrière d'enseignante à Yale la passion de la transmission. Elle a formé des générations de professionnels, par sa rigueur, son intégrité et son goût de l'excellence qui ont contribué à construire l'autorité morale et intellectuelle de l'UNESCO au cours de ces 40 ans dernières années. Entrée au service de l'Organisation en 1981, elle y aura gravi tous les échelons, dans de nombreux secteurs clés, comme Sous-Directrice générale de la planification stra-

tégique, du Secteur de la culture et du Cabinet du Directeur général, aidant à la création de l'Institut de statistique, au lancement du programme phare de la Culture de la paix, au développement du concept de diversité culturelle.

Celles et ceux qui ont eu la chance de croiser son chemin se souviennent de son intelligence supérieure, de son sens inné de la formule, que l'on devine d'ailleurs dans certains articles des Conventions de l'UNESCO, de son inébranlable dévouement pour la chose publique et le multilatéralisme. Toutes ces choses restent après son départ, et nous invitent à poursuivre ce qu'elle a entrepris, avec élégance et avec passion.

Au nom de l'UNESCO et en mon nom propre, j'exprime aujourd'hui ma profonde gratitude pour ce parcours exceptionnel, et mes sincères condoléances à sa famille et à ses proches.

Audrey Azoulay

En ce triste moment où nous accompagnons Françoise dans son dernier voyage, ses amis de l'UNESCO se joignent à ses proches dans la douleur et dans le souvenir d'une collègue, d'une amie, d'une femme de grande qualité qui a tout donné à la mission internationale de notre Organisation. La nouvelle de sa disparition, intervenue trop tôt après sa retraite, nous a tous fortement choqués, même si nous connaissions la cruelle maladie qui l'avait frappée. Mais elle était encore jeune, et on a ainsi perdu son énergie, son expérience et sa passion pour les études de l'histoire de l'UNESCO à laquelle elle s'était consacrée. Françoise a passé toute sa vie professionnelle à l'UNESCO [...]. Elle a joué un rôle central dans la gestion de l'Organisation, dans l'orientation de sa politique et dans les relations avec les États membres.

Elle était dans le panel qui m'avait choisi en tant que Directeur du Patrimoine mondial en 2000, et c'est là que je l'ai rencontrée la première fois. Pendant tant d'années, Françoise a été pour moi, comme pour nous

tous, un guide auquel s'adresser dans les moments difficiles, tant dans la conduite des programmes que dans les relations internes. Elle m'a donné beaucoup de soutien et je lui suis très reconnaissant pour ça. Quand elle est devenue l'ADG du Secteur de la culture, elle avait atteint son rêve de revenir au Secteur dans lequel elle avait commencé son aventure professionnelle. J'ai eu la chance de faire de nombreuses missions avec elle, surtout à l'occasion du Comité du patrimoine mondial mais aussi pour des occasions spéciales. Je me souviens d'une mission qu'on a faite ensemble en Éthiopie à l'occasion de la réinstallation de l'obélisque d'Axum il y a 10 ans, pendant laquelle elle avait donné un discours très émouvant. Françoise nous a quittés. [...] Il nous reste le souvenir d'une femme intelligente et brillante, passionnée par son travail et qui a laissé une trace importante dans l'histoire de l'UNESCO.

Francesco Bandarin

Sous-Directeur général pour la culture

Il n'est pas aisé de parler de Françoise parce qu'elle étincelait de mille feux, sa personnalité avait de nombreuses facettes mais elle était aussi réservée, se livrant peu. Elle nourrissait de littérature sa vie intérieure où fiction et vécu se renvoyaient en miroir.

La première qualité que dégageait Françoise, c'était une intelligence immédiate qui allait droit à l'essentiel. Ensuite, on était frappé par sa lucidité et son sens politique, atouts que les Directeurs généraux successifs dont elle a été une proche collaboratrice, ont tiré parti, et pour lesquels ils lui étaient reconnaissants.

Que dire de son calme olympien, même en situation de crise. Je ne l'ai jamais vue agitée, toujours maîtresse d'elle-même. Elle était disponible pour écouter les autres. Cette écoute apaisante qui vous amène à reprendre les rênes d'une situation. [...] Respectée pour son intelligence, sa capacité d'analyse, sa force de travail, voire quelquefois crainte, elle était en revanche totalement imperméable à la flatterie et pouvait même en prendre ombrage.

Lorsqu'un document arrivait à la Direction générale et dont le fond et la forme ne convenaient pas, elle prenait à 22h une liasse de feuilles blanches pour écrire un magnifique texte que le Directeur général trouvait le lendemain sur sa table pour prononcer son allocution, devant le Conseil exécutif ou la Conférence générale. Elle fut, comme on dit, l'une des plus belles plumes de l'UNESCO.

À propos d'un texte alambiqué, elle me dit un jour : « Vous voyez Georges, les philosophes ne savent pas écrire ». [...] « Les littéraires écrivent mieux et de manière plus fluide. Mais les philosophes ont deux mérites : ils savent toujours de quelle place ils parlent et savent à quel public ils s'adressent ». Françoise alliait la fluidité de l'écrit à la rigueur du raisonnement.

Même si elle a pu être perçue de bien d'autres manières, la Françoise que je viens de présenter est celle que j'ai connue.

Pour conclure, je citerai Tacite qu'elle aimait beaucoup : « *Le vrai tombeau des morts n'est pas dans la terre mais dans le cœur des vivants.* »

Georges Kutukdjian

Nicole Friderich

1922 - 2017



© I. Fabbri

Nicole, une « grande dame » avec laquelle j'ai eu l'immense chance de travailler pendant plusieurs années au Secteur de l'éducation (Section de la lutte contre les toxicomanies) et qui, au fil des années, est devenue une véritable amie.

Douée d'une mémoire colossale, d'une immense culture et attentive aux événements mondiaux, elle évoquait souvent ses débuts à l'UNESCO, Avenue Kléber, avec des détails croustillants et un humour dont elle était coutumière.

Aussi exigeante pour elle-même (elle avait une volonté et une énergie débordantes) que pour ses collaborateurs qu'elle défendait « bec et ongles » dès lors

que vous aviez acquis sa confiance, elle pouvait aussi se montrer très dure car elle ne supportait ni la bêtise ni la médiocrité et cela ne lui valait pas que des amis ...

Petite anecdote que je ne peux oublier et qui la caractérise : un jour un P4 (dont je tairai le nom mais qui se reconnaîtra peut-être) déboule dans le bureau, en brandissant une lettre et en vociférant : « Regardez ce que Votre secrétaire a écrit ». Nicole prend la lettre et je l'entends encore dire : « Mais il me semble que c'est Moi qui ai signé cette lettre, ma secrétaire n'a rien à voir là-dedans ». De ce jour, elle avait gagné ma confiance et mon respect.

Passionnée par l'Afrique qu'elle a sillonnée plusieurs fois, elle en a gardé de nombreuses amies qu'elle aidait très généreusement.

J'ai également eu la chance de pouvoir l'accompagner, plusieurs fois, en « mission » en Afrique et en Amérique latine (il fallait faire face à tous les imprévus mais Nicole vous faisait confiance et l'on ne pouvait qu'assurer) : cela reste de très bons souvenirs.

Avec sa forte personnalité, Nicole restera pour moi un modèle de droiture et de générosité.

Christiane Gufflet

Wolfgang Tochtermann

1935 - 2017



© W. T.

Wolfgang (« Wolf ») Tochtermann est décédé le 25 août 2017 en Allemagne. Nous nous sommes croisés à plusieurs carrefours avant de devenir amis, puis collègues, et nous sommes restés amis. Ces derniers temps, avant l'accident cérébral qui l'avait amoindri, il avait fait plusieurs expositions de ses magnifiques collages et dessins.

J'ai rencontré Wolf, architecte diplômé de l'Université de Stuttgart, à l'Union internationale des architectes, au moment où l'Université ITESO de Guadalajara, mon *alma mater* mexicaine, remporta le prix UIA-UNESCO d'architecture (1978). Une décennie plus tard, nous nous sommes croisés lors de réunions de travail de l'Association de recherche coopérative internationale de l'EHESS, où doctorants et chercheurs étions à l'œuvre sur l'urbanisation des pays en développement.

Pour moi, Wolf Tochtermann représentait l'idéal du fonctionnaire international, l'incarnation d'une UNESCO que je percevais alors comme le palais de la conscience intellectuelle du monde... Expert dans son domaine, l'architecture, tant sur le plan artistique que technique, Wolf était un humaniste, digne représentant de l'architecte « grand maître » de la Renaissance. Autre qualité, surprenante, il était préoccupé par les interrogations sociales qui commençaient à émerger à cette époque, comme l'insertion de l'architecture et de l'urbanisme dans l'histoire et la société. Cerise sur le gâteau : Wolf était, par ailleurs, courtois et modeste.

Wolf Tochtermann a passé 27 années à l'UNESCO où il est entré en 1969. D'abord au Secteur de la culture, puis au Secteur des sciences sociales et leurs applications. Il y fonda l'Unité des établissements humains et de l'environnement socio-culturel, où, pour la première fois, l'urbanisme et l'architecture étaient envisagés comme expressions sociales et culturelles, ce qui eut une influence sur les autres secteurs de programme. À la fin de sa carrière, il sera Directeur par interim de la Division de la population et des habitats humains.

À l'UNESCO, Wolf laissera un solide héritage institutionnel, avec ses travaux allant de l'histoire de l'urba-

nisme et de l'architecture à la promotion de l'architecture vernaculaire africaine, de la formation des architectes et des urbanistes à la réhabilitation urbaine dans des quartiers d'habitat auto-construit de l'Amérique latine, et à la revitalisation des centres urbains touchés par des catastrophes naturelles ou des conflits armés.

Tous ces engagements donnèrent naissance à diverses actions significatives encore aujourd'hui : la collection de monographies « Établissements humains et environnement socio-culturel » qu'il lança en 1975, la « Charte UIA/UNESCO de la formation des architectes » qu'il soutint et développa, les Chaires UNESCO sur l'urbanisme qu'il a promues, l'exposition itinérante sur la « Revitalisation des centres historiques » qu'il a préparée avec la participation des délégations permanentes, pour le Sommet de la ville (Habitat II).

Pour Wolf Tochtermann, la formation professionnelle était le préalable indispensable à toute action sur l'architecture et l'urbanisme ; il avait compris que le phénomène urbain était une expression sociale et culturelle incompressible de la notion de « ville » ; il était partisan et praticien de l'ouverture interdisciplinaire de l'architecture et de l'urbanisme aux sciences sociales et humaines ; il s'opposait à des positions élitistes ou technocratiques d'architectes et d'urbanistes pour privilégier des approches centrées sur l'histoire et la participation des citoyens. Enfin, il était l'un des premiers à considérer que les bidonvilles (ou habitat auto-construit) des pays en développement constituaient l'un des principaux enjeux de l'avenir.

Dès ma nomination à l'UNESCO, j'ai travaillé au Secteur des sciences sociales et humaines dans les mêmes domaines que Wolf allait abandonner du fait de son départ à la retraite en 1996. Mais, durant quelques mois, nous avons œuvré, lui et moi, à la préparation de la participation de l'UNESCO au Sommet de la ville, car j'étais chargé à l'époque du thème « Ville, lieu de rapides transformations sociales » au sein du Programme MOST.

Lui qui avait rencontré les plus grands architectes de son époque, comme Pierre Vago, Hassan Fathy, Bruno Zevi, Yona Friedman, Richard Rogers, Norman Foster, Alvaro Siza, Renzo Piano... continua, après sa retraite, d'exercer sa profession, notamment à l'Union internationale des architectes, où il dirigea la Commission des concours internationaux et où il présidait le Conseil de validation de la formation de l'architecte, et la Commission formation de l'architecte. Il recevra en 2014 l'insigne d'honneur de l'UIA « *pour son engagement exceptionnel en faveur de la culture et de la formation architecturales* ». Wolf Tochtermann restera à jamais dans notre mémoire comme un homme attachant, honnête et responsable.

Germán Solinís, PhD

ex-Spécialiste du programme, Secteur des sciences sociales et humaines

L'AAFU et les Associations sœurs

AFUS & Sister Associations

Ensemble

© Monique Couratier



Stand de l'AAFU

L'AAFU était présente à la 39^e session de la Conférence générale (30 octobre-14 novembre 2017) pour promouvoir notre Association auprès des futur(e)s retraité(e)s, mais aussi nos activités et nos publications. Merci aux volontaires* qui ont effectué une vacation d'une demi-journée.

* Ariane Bailey Hiribarne, Christine Bruyère, Joan Cahill, Monique Couratier, Ana Dumitrescu, Josette Erfan, Elizabeth Khawajkie, Patrick Gallaud, Valérie Gdalia, Georges Kutukdjian, Josiane Taillefer, Marina Tourtzevitch, Véréne Seret.

Déjeuner de fin d'année



Le 5 décembre 2017, une centaine de membres de l'AAFU et quelques invités se sont retrouvés dans une ambiance conviviale autour d'un repas gourmet et ont réitéré leur attachement à la mission de notre Organisation.

© Christine Bruyère et Monique Couratier



Club Mémoire et Avenir

Dans les coulisses des organes directeurs

Courant septembre 2017 le Club Mémoire et Avenir a invité trois hauts responsables qui se sont succédé au Secrétariat des

organes directeurs. Lien/Link propose à ses lecteurs une synthèse de la présentation de leurs expériences au sein de ces pouvoirs décisionnels.

M.C.

Un Conseil exécutif es qualités : intellectuels ou diplomates ?

Lors de la création de l'UNESCO la question du statut des membres du Conseil exécutif se posa : devaient-ils siéger à titre personnel ou en tant que représentants de leur État ? Le compromis retenu, celui de personnalités nommément désignées, sera revu à plusieurs reprises par la Conférence générale qui, en 1954 déjà, décidait de leur conférer la qualité de représentants de leur gouvernement respectif. En 1976, une nouvelle réforme prévoyait le remplacement des membres en cours de mandat si des « circonstances exceptionnelles » l'exigeaient. Enfin, depuis 1991, le Conseil exécutif est composé non plus de personnes mais d'États membres. Je crois qu'un Conseil politique et diplomatique répond mieux à sa mission car il se doit d'être à l'écoute et de mobiliser toute l'intelligence du monde sans prétendre concentrer toute l'intelligence mobilisable.

En 1953, l'arrivée de l'Union soviétique, de l'Ukraine et de la Biélorussie installa un système de **blocs politiques**. La même année, l'adhésion de l'Espagne franquiste créa une situation difficile, en raison du rejet par le Président du Conseil exécutif Paulo de Berredo Carneiro, par le Directeur général Jaime Torres Bodet et par des intellectuels dont Albert Camus et Pablo Casals. Le soutien de la Conférence générale au principe d'intégrer tout État adhérent à son Acte constitutif – difficile à admettre pour certains – traduisait une courageuse volonté collective d'ouverture.

Les années 1980, marquées par le départ du Royaume-Uni et de Singapour en 1985, un an après celui des USA, ont été difficiles pour l'Organisation, dont le budget fut amputé de 30 %. Le Conseil exécutif et le Secrétariat, sous la direction d'Amadou Mahtar M'Bow puis de Federico Mayor, firent preuve de pragmatisme et de résilience (réduction des activités, du personnel, de la durée des sessions des organes directeurs).

Si la Conférence générale est l'organe suprême de l'Organisation, le Conseil en est le centre névralgique : il éclaire, par le débat, les grandes questions qui la concernent et prépare les projets de résolution. Sa composition plus restreinte et ses sessions plus longues lui confèrent un avantage. Dans le cadre d'un multilatéralisme à vocation mondiale, il a su se nourrir, tout comme la Conférence générale, d'une régionalisation fort utile allant au-delà de la simple répartition des sièges et de l'exécution d'activités à caractère régional.

La fin de la Guerre froide et le remplacement de l'Union soviétique par la Fédération de Russie, la réunification de l'Allemagne et la désintégration de l'ex-Yougoslavie eurent des conséquences géopolitiques : en 1992, 8 nouveaux États sont devenus membres, entraînant de nouvelles modalités de vote et de négociation. Si les Groupes I et II du Conseil restèrent inchangés, le vote aligné n'était plus automatique. Les organisations régionales gagnèrent du terrain, et le poids des groupes régionaux à l'UNESCO s'accrut d'autant !

Mais il fallut attendre 1991 pour qu'une femme, Marie Bernard-Meunier, Canada, soit élue à la présidence du Conseil exécutif, et 2011 pour que des femmes soient élues à la tête de ses trois principaux organes : Katalin Bogay à la Conférence générale, Eleonora Mitrofanova au Conseil exécutif, Irina Bokova, puis Audrey Azoulay, à la Direction générale du Secrétariat.

Lorsque j'en ai assuré le Secrétariat, le Conseil exécutif déploya une **intense activité normative** : 1985, Recommandations sur la normalisation internationale des statistiques relatives à la production et la distribution de livres, journaux et périodiques ; 1989, Convention sur l'enseignement technique et professionnel ; 1989, Sauvegarde de la culture traditionnelle et populaire ; 1993, Reconnaissance des études et titres de l'enseignement supérieur ; 1995, Déclaration de principes sur la tolérance. Il s'est également fortement investi dans la formulation du Plan à moyen terme (C/4), dans la discussion de son Programme et budget (C/5), accompagné d'un plan de dépenses en raison de la situation créée par le non-paiement de la contribution des États-Unis d'Amérique.

Enfin, le Conseil a, dans ces années-là, reçu des personnalités éminentes : Yasser Arafat, Président de l'Organisation de libération de la Palestine, en 1993 (il recevra, en 1994, avec le premier Ministre d'Israël Yitzhak Rabin, et son Ministre des affaires étrangères, Shimon Peres, le Prix Félix Houphouët-Boigny, suivi peu après du prix Nobel de la paix) ; Nelson Mandela, en 1994, qui annonça la décision de l'Afrique du Sud de rejoindre l'UNESCO, après 40 ans d'absence ; Fidel Castro, en 1995.

Pío Rodríguez

ex-Sous-Directeur général, Secrétaire de la Conférence générale et du Conseil exécutif de 1985 à 1995

Un changement de gouvernance

Mon expérience des organes directeurs de l'UNESCO est variée et complémentaire : au sein de la Commission nationale française pour l'UNESCO (1972-1979), au Secrétariat de l'UNESCO (1979-1994), au Secrétariat de la Conférence générale (1994-2003). À la Commission nationale, j'ai été confronté à quatre questions d'importance, encore d'actualité aujourd'hui : la planification à moyen terme, le statut des membres du Conseil exécutif, la durée des sessions, les procédures de décision.

La **planification à moyen terme** fit l'objet, au début des années 1970, d'un grand débat. Le C/4 (devenu Stratégie à moyen terme) devait être élaboré sur la base d'une analyse des grands problèmes mondiaux et des objectifs à retenir par l'UNESCO pour apporter des solutions dans ses domaines de compétence pendant les six années à venir. Il devait comporter, pour chacun des objectifs, des « résultats attendus » à partir desquels serait effectuée une évaluation des actions entreprises. Le C/5 devenait ainsi un instrument orienté vers l'avenir, et le débat sur les programmes futurs devait, dans les travaux de la Conférence et du Conseil, précéder ceux concernant le programme immédiat. Les modalités ont évolué, mais le principe est resté en vigueur : éclairer le court terme par le moyen terme.

En ce qui concerne le **statut des membres du Conseil exécutif**, à l'époque où y siégeaient des personnalités élues sous leur nom, il était rare qu'un membre avance des idées différentes de celles de son pays. L'important, c'était l'esprit qui régnait alors au Conseil. Plusieurs de ces personnalités (Paulo de Berredo Carneiro [Brésil], Mohamed El Fassi [Maroc], Joseph Ki-Zerbo [Burkina Faso], Valentin Lipatti [Roumanie], Gian Franco Pompei [Italie], Majid Rahnema [Iran]) avaient un prestige hors du commun. Leurs opinions comptaient, dans les débats mais aussi dans la vie de l'Organisation. Plus qu'un organe formel, le Conseil était une sorte de club amical. L'amendement de 1991 a bien sûr modifié radicalement l'identité du Conseil, mais c'est progressivement que l'ambiance s'est transformée.

La **durée des travaux des organes directeurs** a également beaucoup évolué : 4 mois dans une année de Conférence générale dans les années 1970, 6 semaines aujourd'hui. Mais l'allègement du calendrier des organes directeurs est compliqué par l'augmentation du nombre d'États membres et les difficultés financières.

Les **procédures de décision** des organes directeurs ont, elles aussi, bien changé : en 1974, sur proposition du nouveau Directeur général, Amadou Mahtar M'Bow, la Conférence générale créa un « groupe de rédaction et de négociation », chargé de rapprocher les points de vue et de préparer des décisions susceptibles d'être adoptées par consensus sur les questions les plus délicates.

La recherche du **consensus** fut un succès étonnant. Il demeure un élément essentiel des mécanismes de décision à l'UNESCO.

Au Secrétariat, dans les années 1980 et 1990, au Bureau d'études et de programmation puis au Cabinet du Directeur général, j'ai été confronté au retrait des États-Unis d'Amérique en 1984 et à la création, par le Conseil exécutif, d'un comité temporaire en vue d'améliorer le fonctionnement de l'Organisation. Celui-ci recommanda la recherche du consensus et « *de multiplier les possibilités de concertation entre États membres ainsi qu'entre les États membres et le Secrétariat, notamment au stade de l'élaboration par le Secrétariat du Projet de programme et de budget* ». Il en résulta de nouvelles méthodes de consultation et un accroissement du rôle du Conseil dans la préparation des décisions de la Conférence générale sur le C/5.

Le **temps de parole** au Conseil exécutif donna lieu à de longs débats, vers 1980 (sans consensus) avant d'aboutir à une première limite de 45 minutes, qui sera encore réduite par la suite. À sa 28^e session, en 1995, la Conférence invita son président, Torben Krogh (Danemark), à « *constituer un groupe de travail ad hoc* ». Son objectif était d'améliorer les méthodes de travail de la Conférence générale, et de réexaminer ses relations avec le nouveau Conseil exécutif. C'est ce contexte particulier qui a fait du Groupe Krogh (composé de 18 experts) un événement important dans l'histoire des organes directeurs.

La recommandation principale du Groupe était que la Conférence devrait se concentrer sur la préparation du C/5 suivant en donnant des directives au Directeur général. Il s'agissait de consolider la fonction politique de la Conférence générale, tout en renforçant le rôle des États membres et de leurs commissions nationales, ainsi que la coordination des tâches des trois organes directeurs. Cela confirmait les efforts déployés depuis l'introduction de la planification à moyen terme à l'UNESCO.

Approuvé par la Conférence générale, ce travail méthodologique sur la gouvernance s'est poursuivi les années suivantes, au Conseil exécutif et à la Conférence générale. Il est encore vivace aujourd'hui. Certains points sont discutés depuis des années mais n'aboutissent pas à un consensus, comme la proposition de situer le débat de politique générale en conclusion des débats des diverses commissions plutôt qu'en début de session. Et, en 2003, pour faire respecter le temps de parole imparti (8 minutes) régulièrement dépassé, on eut l'idée d'introduire des clips musicaux, ce qui suscita l'intérêt amusé des délégués.

Stany Kol

ex-Sous-Directeur général adjoint pour les relations extérieures

« One UN »

Si l'UNESCO a enchaîné les réformes depuis 1946, les deux derniers exercices biennaux ont été marqués par une véritable accélération, liée à plusieurs facteurs : son 70^e anniversaire ; son intégration à l'initiative des Nations Unies « Unis dans l'action » (« *Delivering as One* »), destinée notamment à rationaliser la mise en œuvre des programmes sur le terrain ; la révolution numérique ; la crise financière et l'apparition de nouveaux intervenants dans la réflexion sur la gouvernance, comme le Corps commun d'inspection des Nations Unies. À la suite du rapport produit par ce dernier en 2011, la Conférence générale demanda au Commissaire aux comptes de lui présenter, en 2015, une revue générale de la gouvernance de l'UNESCO. Sur la base de son analyse critique, des mécanismes ont été mis en place avec pour objectif d'améliorer les méthodes de travail tout en réduisant les coûts (« faire mieux avec moins »), et de **simplifier le fonctionnement de « la planète UNESCO »** particulièrement complexe (dans le document 199 EX/12, annexe 2 rev., un organigramme montre, outre le Secrétariat et les organes subsidiaires de la Conférence générale et du Conseil exécutif, l'empilement des instituts et centres de catégorie I, les Conventions internationales et organismes connexes, les commissions, comités et programmes internationaux et intergouvernementaux). Dans tous ces organes, on retrouve les mêmes États membres, avec des chevauchements et des superpositions de réunions statutaires coûteuses. Voilà qui n'est pas facile à réformer, car tout cela découle de textes normatifs, de conventions, et obéit à des procédures complexes.

Par ailleurs, le **statut d'observateur renforcé** (« *enhanced observer participation status* ») permet aux États membres ayant un droit de parole et de proposition d'assister aux réunions du Conseil. Cette expérience, nouvelle dans l'histoire de l'UNESCO, répond à une volonté d'élargissement de la réflexion sur la gouvernance, mais aussi au souhait de réformer le débat de politique générale, souvent composé de monologues. Il est proposé d'inclure des contributions écrites à la plénière dans les procès verbaux du Conseil exécutif afin que le temps de parole soit consacré à une discussion de fond sur la crise à l'Organisation ou les nouveaux enjeux de la coopération internationale.

Troisième changement important : la réforme de la **procédure d'élection du Directeur général** de 2017 a été largement inspirée par l'élection à l'ONU. Les séances privées sont devenues publiques (audition des candidats diffusées simultanément en webcast). Le vote lui-même, bien que privé, a été plus ouvert et transparent. C'est un progrès.

L'environnement de travail de l'Organisation a été transformé par la **révolution numérique**. Les communications officielles avec un ministre, un ambassadeur, sont désormais électroniques. Les présidents des organes directeurs ont leur site Internet, et le Président du Conseil son compte Twitter. Les documents sont envoyés aux délégués par voie électronique, mais ceux-là mêmes qui prônent la simplification en public insistent en privé pour les recevoir imprimés ! Et si les salles sont équipées de boîtiers pour le vote électronique, on note encore une certaine frilosité.

La question des **langues de travail** provoque aussi beaucoup d'effervescence en coulisses : il y a en effet de moins en moins de personnel fonctionnarisé, le travail étant largement sous-traité. Alors que les règles prévoient que les réunions non statutaires soient en deux langues, le Conseil exécutif tient à ce que ses réunions d'intersession se déroulent en six langues, ce qui coûte très cher. Pourquoi est-il si difficile de faire des économies ? D'abord, parce que les règlements prévoient l'utilisation des six langues, y compris pour les documents officiels. Ensuite, parce que les groupes électoraux font pression pour maintenir leur langue. Enfin, parce qu'il n'y a pas de dispositions communes à l'ensemble du système des Nations Unies.

Ainsi, le **mouvement de réforme** existe depuis de nombreuses années, mais le processus en cours bénéficie d'un « alignement des planètes », les trois organes ayant aligné leurs cycles sur un rythme quadriennal : la durée du mandat du Directeur général est de 4 ans renouvelable une fois, les membres du Conseil exécutif sont élus pour 4 ans, le C/5 est voté pour 4 ans et la Stratégie à moyen terme est passée à 8 ans. Enfin, la nomination de la nouvelle Directrice générale a coïncidé avec celle du nouveau Secrétaire général des Nations Unies qui a des idées novatrices. C'est donc une chance historique pour essayer de réformer et synchroniser les relations entre les trois organes.

Rappelons que l'UNESCO conserve une formidable force attractive : avec 195 États membres et 10 membres associés, ils sont plus nombreux qu'à l'ONU. L'Organisation continue à faire rêver et il faut espérer que les organes directeurs y contribuent aussi en réussissant cette réforme.

Jacques Rao

ex-Directeur du Secrétariat des organes directeurs

Voir le compte rendu *in extenso* du Club Mémoire et Avenir sur le site web de l'AAFU.

Nos sorties

Chrétiens d'Orient : 2000 ans d'histoire

En cette fin d'année 2017, la Commission des activités culturelles emmène ses membres à l'Institut du monde arabe (IMA) sur le chemin des chrétiens d'Orient : tout un symbole ! L'exposition éclaire, avec ingéniosité, les racines juives ainsi que l'ancrage arabe d'une communauté plurielle, et son rôle majeur au Proche-Orient, aux plans tant politique

Révolte pour les uns (les Romains), secte polythéiste pour les autres (les Juifs non convertis, au nom de la loi mosaïque), le christianisme s'est néanmoins vite propagé parmi les populations gréco-romaines. Il apparaît d'abord dans les villes : Alexandrie (foyer intellectuel où on traduit, en grec, la Bible juive, la Septante), Antioche (capitale de la Syrie romaine), Constantinople, Jérusalem, Rome deviendront des patriarcats qui oeuvreront avec talent à la promotion de la nouvelle religion, grâce notamment aux artisans voyageurs (voir « Tenture en soie de Damas retrouvée à Rome », « Mosaïque de sol à Alexandrie »). L'exposition s'attache à une aire géographique correspondant à six pays arabes actuels : l'Irak, la Syrie, le Liban, la Jordanie, les Territoires palestiniens, l'Égypte, des origines à nos jours : deux manuscrits de l'époque médiévale provenant du Patriarcat arménien de Jérusalem témoignent de la diversité confessionnelle en Terre sainte.



1

Pour mieux convaincre (« convertir »), le Nouveau Testament s'efforcera de trouver des équivalences avec l'Ancien (« Icône représentant saint Marc tenant le livre des Évangiles » (6^e siècle, Égypte) (Photo 1) et de développer un vocabulaire symbolique, puisé dans d'autres traditions, pour mieux communiquer : la vigne (Bacchus), préfiguration du sang Christ, le poisson (« *ichthus* »), symbole du Christ, Orphée, représentation du Bon sauveur...

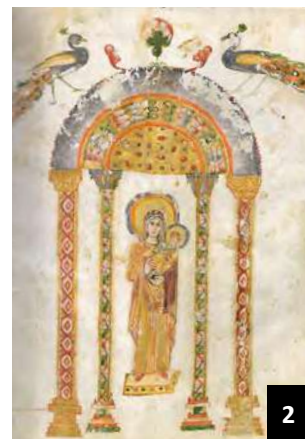
Pour des raisons politiques, l'empereur Constantin (306-337) met fin aux persécutions et, par le fameux Édit de Milan (313), accorde la **liberté de culte** aux chrétiens et favorise cette seule religion (elle deviendra religion d'État sous Théodose [379-395]). C'est à partir de ce moment que l'Église définit ses dogmes, sa structure administrative, construit des lieux de culte (église du Saint Sépulcre à Jérusalem) et fixe sa langue liturgique (l'estrangelo, futur syriaque). L'évangélisation se faisait en araméen, la langue du Christ, et en grec, le

et culturel que social et religieux. Au fil du parcours, 300 chefs-d'œuvre du patrimoine chrétien sont à découvrir, dont certains montrés en Europe pour la première fois : une gageure, historique et politique ! Elle complète la conférence de Christian Lochon proposée par le Club de l'Amitié en début de la même année (voir Lien/Link n° 129, p. 35).

latin servant surtout dans l'administration : le choix d'une autre langue que le grec sonnait comme une revendication identitaire face à Byzance. Contrairement aux autres religions du Livre, le christianisme n'a pas de langue sacrée.

Le facteur linguistique accompagne les **controverses théologiques** (Jésus fils de Dieu fait homme, la Trinité, le Saint-Esprit, Marie mère de Dieu) qui éclatent lors des conciles des 4^e et 5^e siècles : ceux-ci conduisent à des excommunications et à un éclatement de la chrétienté orientale : l'excommunication du patriarche de Constantinople par le pape provoquera le grand schisme de 1044 entre l'Église catholique et l'Église orthodoxe. Ces querelles ne sont en réalité que des luttes de pouvoir.

Effleurant les spécificités propres aux différentes Églises orientales (chaldéenne, copte, jacobite, maronite, melkite, nestorienne), l'exposition des fresques, manuscrits enluminés (« Évangélaire de Rabbula » (6^e siècle, Syrie) (Photo 2), mosaïques, icônes, tentures et trésors liturgiques met surtout en valeur ce qui les rapproche, non seulement au cœur de l'Orient mais aussi avec



2



3

l'Occident : le culte des reliques des saints et des martyrs, la pratique des pèlerinages, l'érenitisme (on admirera la maquette des ruines du sanctuaire (martyrium cruciforme), haut lieu de pèlerinage près d'Alep, de Siméon le stylite qui vécut quarante ans perché sur une colonne). Les disciples des ermites vont donner naissance à des communautés qui constitueront les premières manifestations de la vie monacale.

Sur le modèle des maisons de prière juives, les premiers lieux de culte des chrétiens étaient des « *ecclesia* » (espaces de rassemblement), comme les mosquées plus tard. Certaines, comme celle de Doura Europos (Syrie) que l'on peut admirer dans l'expo, sont embellies de magnifiques peintures murales illustrant des moments du ministère du Christ.

L'exposition retrace le chemin parcouru, des « *ecclesia* » aux églises que nous connaissons aujourd'hui, construites sur le modèle gréco-romain des basiliques (photo 3) avec son espace sacré réservé aux prêtres, séparé du reste de l'église par un chancel surmonté parfois de draperies (voir l'exemplaire provenant de Madras (Inde) datant de 1799 avec inscription en sanskrit).

L'émergence de l'Islam (622-632) mettra un terme au développement du christianisme, la nouvelle religion voyageant avec les marchandises transportées par les Bédouins le long des routes caravanières, de la soie et des épices. Le sort des chrétiens dépendra alors du bon vouloir des califes.

Certains seront lourdement taxés, voire persécutés, d'autres s'illustreront comme traducteurs ou orfèvres. Au cours des croisades pour la libération des « lieux saints » du christianisme, en dépit des destructions meurtrières, d'importants échanges culturels ont eu lieu entre les différentes cultures chrétiennes (byzantine, occidentale, orientale) qui ont permis de renforcer leurs liens.

Sous la domination ottomane (à partir du 15^e siècle), intermédiaires entre commerçants européens et musulmans, les chrétiens occupèrent une place importante dans le fonctionnement de la société et de l'économie de l'Empire. Ils seront ainsi un élément important de la *Nahda*, la « Renaissance culturelle arabe ». Malheureusement, le déclin de l'empire ottoman finira par se traduire par des extrémismes tragiques dont des chrétiens d'Orient seront les victimes.

On doit remercier les différentes institutions qui ont permis la réalisation de cette exposition qui nous a rappelé la richesse spirituelle et artistique de la chrétienté d'Orient, comme les magnifiques icônes de l'École d'Alep (17^e/18^e siècles) : elle retentit tout particulièrement en ces jours si sombres d'intolérance. « *Une histoire de chair et de sang* », écrit Jack Lang (Président de l'IMA) dans l'introduction du catalogue, qui doit nous inciter à construire des ponts plutôt que des murs.

Monique Couratier et Ana Dumitrescu

Photos : © W. Vollmann

Courrier des lecteurs

Courrier des lecteurs

À propos du n° 129 de Lien

Sommes-nous, nous autres retraités, dans l'obligation de réserve par rapport aux politiques des États ?

Cette question, je l'ai posée à la dernière Assemblée générale de l'AAFU en réponse aux deux billets d'humeur publiés dans le n° 129 de Lien. Y sont mis en cause, pour le bien ou pour le mal, les États-Unis d'Amérique, la Russie, la France, le Royaume-Uni, la Syrie. Tous, nous sommes pour la lutte contre le terrorisme. La question est : avons-nous le droit, nous les retraités, de rendre publiques nos opinions sur des sujets si politiques ? C'est là qu'intervient le principe du devoir de réserve. Sommes-nous dans l'obligation de le respecter ?

Si la réponse est non, alors je proposerai de publier dans Lien, excellente publication par ailleurs, un texte sur la Pologne dont je suis originaire et son gouvernement qui abat les arbres d'une forêt écologique, protégée par l'UNESCO au titre du patrimoine mondial, ou un

autre sur la politique de Monsieur Erdoğan en Turquie concernant les Kurdes qui combattent le terrorisme. Rien ne m'empêcherait alors d'y mentionner le massacre des Arméniens.

Alors, devoir de réserve ou pas ?

Krystyna Chlebowska (Pologne, France)

Cette question mérite en effet d'être posée.

M. C.

À propos du n° 130 de Lien

Bravo pour le fond et la forme ! Et chapeau pour la photo choisie pour accompagner le texte sur Sacha Andrejev !

Oscar Larrauri (France, Argentine)

Un très grand merci à Georges, Monique et l'équipe de Lien pour leur excellent travail.

Breda Pavlic (Slovénie)



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

7, place de Fontenoy
75732 Paris 07 SP

UNESCO

Pensions et assurance maladie (HRM/SAC/P)

Pensions

Emma Boitet 01 45 68 20 55

Caisse d'assurance maladie

Anne-Claire Long 01 45 68 08 30

Services médical et social (HRM/MDS/SOC)

Médecin Chef : Dr Bruno Cordier 01 45 68 08 72

Service médical bureau 2.099

Service social bureau 2.107

Assistante sociale 01 45 68 08 51

Consultation notariale 01 45 68 08 51

Remboursements médicaux

CAM/MSH International

Courriel unescoeurope@msh-intl.com

Toll Free Line : +33 (0)1 44 20 30 57

Tél : (00) 800 08 63 72 60

AIPU - Association internationale du personnel

de l'UNESCO 01 45 68 09 99 / 49 61 / 49 62

STU - Syndicat du personnel

de l'UNESCO 01 45 68 25 84 / 85 / 86

UCA - Association

de la communauté UNESCO 01 45 68 46 99 / 47 48

Caisse commune des pensions

du personnel des Nations Unies, Bureau de Genève,

s/c Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse.

Téléphone + 41 (0) 22 928 8800

Télécopie + 41 (0) 22 928 9099

Courriel unjspf.gva@unjspf.org

Numéros utiles

AAFU / AFUS

Président 01 45 68 46 50

Accueil des permanences 01 45 68 46 53

Secrétariat 01 45 68 46 55

Courriel afus@unesco.org

Website www.afus-unesco.org

Trésorerie 01 45 68 46 52

Courriel afus.tresorerie@afus.unesco.org

Pension et fiscalité 01 45 68 46 53

Solidarité / CAM / Mutuelles 01 45 68 46 53

Courriel afus.solidarité@unesco.org

Activités culturelles 01 45 68 46 54

Courriel afus.loisirs@unesco.org

Fontenoy

Unité de l'épargne : G.053 01 45 68 23 00

Unité des prêts G.048 01 45 68 23 10

Télécopie 01 45 68 57 70

Courriel sepu@unesco.org

Bureaux de la Société Générale

Fontenoy 01 53 69 55 60 / 61 / 65

Miollis 01 44 38 79 20 / 21 / 22

Mutuelles

AG2R (MAI : Medical Administrators International)

37, rue Anatole France,

92532 Levallois-Perret Cedex, France

Alain Bouquet 06 43 27 55 99

Téléphone +33 (0)1 77 68 01 60

Télécopie +33 (0)1 77 68 01 68

Courriel contact@medical-administrators.com

DYNAFI (MAI) : même adresse, même courriel

HENNER-GMC : Unité de gestion n° UG11

14, Bd du Général Leclerc, CS20058,

92527 Neuilly-sur-Seine Cedex +33 (0)1 55 62 53 76

Télécopie +33 (0)1 52 25 22 74

Courriel ug11@henner.com

HUMANIS (ex IONIS/APRIONIS) Groupe Horizon,

24, rue Labouret, 92700 Colombes

Téléphone 01 47 80 73 08

Mme Bourgel : le mardi de 12h30 à 14h à Bonvin :

bur. R9bis, poste 84962 (AIPU)

le vendredi de 14h30 à 17h à Fontenoy :

bur. 2106, poste 80848

Télécopie 01 42 42 26 14

Courriel m.bourgel@groupehorizon.fr